

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2120

27 août 2012

### SOMMAIRE

<b>BSSD S.A.</b> .....	<b>101714</b>	<b>Saturn Real S.A.</b> .....	<b>101754</b>
<b>Compagnie Internationale de Conseil Eco- nomique</b> .....	<b>101758</b>	<b>Savox International S.A.</b> .....	<b>101756</b>
<b>First Geneva SICAV-FIS S.A.</b> .....	<b>101734</b>	<b>Schroder Property Services B.V.</b> .....	<b>101750</b>
<b>Highgrove Property S. à r.l.</b> .....	<b>101748</b>	<b>Shaftesbury Corporate Management Ser- vices (Luxembourg) S.A.</b> .....	<b>101750</b>
<b>JPMorgan European Property Holding Lu- xembourg 2 S. à r.l.</b> .....	<b>101754</b>	<b>Sigla Luxembourg S.A.</b> .....	<b>101750</b>
<b>JPMorgan European Property Holding Lu- xembourg 5 S.à r.l.</b> .....	<b>101752</b>	<b>Sile River S.A.</b> .....	<b>101751</b>
<b>JPMorgan Private Bank Funds I</b> .....	<b>101749</b>	<b>Silverent S.A.</b> .....	<b>101752</b>
<b>Kneip Communication S.A.</b> .....	<b>101747</b>	<b>Simran Mediatech S.A.</b> .....	<b>101749</b>
<b>Le Lac S.A.</b> .....	<b>101751</b>	<b>SIPF II B S.à r.l.</b> .....	<b>101752</b>
<b>Lesing EL GYM S.à r.l.</b> .....	<b>101753</b>	<b>Sirio Holding Luxembourg S.à r.l.</b> .....	<b>101752</b>
<b>Luxdeftec S.A.</b> .....	<b>101749</b>	<b>Société Générale Private Wealth Manage- ment S.A.</b> .....	<b>101750</b>
<b>Montinvest International S.A.</b> .....	<b>101749</b>	<b>Société Immobilière Steinfort</b> .....	<b>101756</b>
<b>NDT Operations Germany S.à r.l.</b> .....	<b>101750</b>	<b>Sogeti PSF</b> .....	<b>101756</b>
<b>Procentra</b> .....	<b>101755</b>	<b>SR Portfolio Holding (C) S.à r.l.</b> .....	<b>101755</b>
<b>Prophalux S.à r.l.</b> .....	<b>101755</b>	<b>Staminvest S.A.</b> .....	<b>101753</b>
<b>Provelux S.A.</b> .....	<b>101747</b>	<b>Stardust Luxembourg S.A.</b> .....	<b>101753</b>
<b>Provelux S.A.</b> .....	<b>101747</b>	<b>Sterling Testing S.à r.l.</b> .....	<b>101751</b>
<b>PT Romania S.à r.l.</b> .....	<b>101747</b>	<b>Strauss Holdings Management S.à r.l.</b> ...	<b>101755</b>
<b>QS PEP S.C.A., SICAR</b> .....	<b>101716</b>	<b>Summit Luxco S.à r.l.</b> .....	<b>101751</b>
<b>Quadrant S.à r.l.</b> .....	<b>101746</b>	<b>SUN</b> .....	<b>101752</b>
<b>Qube Solutions Group</b> .....	<b>101748</b>	<b>Talbo S.à r.l.</b> .....	<b>101756</b>
<b>QubicaAMF Worldwide S.à r.l.</b> .....	<b>101754</b>	<b>Talbo S.à r.l.</b> .....	<b>101756</b>
<b>Ray Investment S.à r.l.</b> .....	<b>101748</b>	<b>Tecto Luxembourg S.A.</b> .....	<b>101757</b>
<b>RCAF Juice S.à r.l.</b> .....	<b>101748</b>	<b>The River S.à r.l.</b> .....	<b>101758</b>
<b>REComm Sàrl</b> .....	<b>101753</b>	<b>Transfinco S.A.H.</b> .....	<b>101757</b>
<b>REComm Sàrl Berlin IS91 SCS</b> .....	<b>101754</b>	<b>Transports MARION-KIPPER Sàrl</b> .....	<b>101758</b>
<b>REComm Sarl Mainz IFA3 SCS</b> .....	<b>101754</b>	<b>Tuyauterie Développement Exploitation S.à r.l.</b> .....	<b>101757</b>
<b>Richet S.A. Gestion Immobilière</b> .....	<b>101755</b>	<b>Twist Beauty Holdings S.A.</b> .....	<b>101757</b>
<b>Sator Investments S.à r.l.</b> .....	<b>101751</b>	<b>Twist Beauty S.à r.l. &amp; Partners S.C.A.</b> ..	<b>101757</b>

**BSSD S.A., Société Anonyme.****Capital social: EUR 300.000,00.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 62, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 171.008.

—  
STATUTS

L'an deux mille douze, le neuf août.

Par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

Madame Isabelle DILLENBOURG, enseignante, née le 8 mars 1967 à Bastogne (Belgique), résidant à B-6700 Arlon, 129, route de Toernich,

Laquelle comparante, a requis le notaire instrumentant de dresser l'acte constitutif d'une société anonyme qu'elle déclare constituer et dont elle a arrêté les statuts comme suit:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé une société anonyme luxembourgeoise sous la dénomination de BSSD S.A. Le siège social est établi à Luxembourg.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

La durée de la société est illimitée.

**Art. 2.** La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La société peut emprunter sous toutes les formes et procéder à l'émission d'obligations, de reconnaissance de dettes ou tout autre instrument de dette similaire.

La société peut également développer, acquérir et exploiter tout droit de propriété intellectuelle, comme des brevets, des marques déposées, des dessins, des modèles et des droits d'auteur sur des logiciels, qu'ils soient ou non protégés.

La société peut finalement procéder à toutes opérations immobilières, mobilières, commerciales, industrielles et financières.

D'une manière générale, la société peut effectuer toute opération qu'elle jugera utile à la réalisation et au développement de son objet social. L'énumération qui précède doit être interprétée de la façon la plus large.

**Art. 3.** Le capital social est fixé à EUR 300.000,- (trois cent mille euros) divisé en 300 (trois cents) actions sans valeur nominale.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

En cas d'augmentation du capital social les droits attachés aux actions nouvelles seront les mêmes que ceux dont jouissent les actions anciennes.

La Société peut procéder au rachat de ses propres parts sociales, respectant les conditions prévues par la Loi.

**Art. 4.** La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non. Toutefois, lorsque la société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

**Art. 5.** Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

Lorsque la société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

Le conseil d'administration devra choisir en son sein un président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion sera conférée à un administrateur présent.

Le conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme ou télex, étant admis. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou télécopieur.

Le conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits, par courrier ou par courrier électronique ou par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer le cas échéant par courrier, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

La gestion journalière de la société ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion pourront, conformément à l'article 60 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant seuls ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision du conseil d'administration. La délégation à un membre du conseil d'administration impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

La société peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

La société se trouve engagée soit par la signature collective de deux administrateurs ou la seule signature de toute(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareils pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, la société sera engagée par sa seule signature.

**Art. 6.** La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

**Art. 7.** L'année sociale commence le 1<sup>er</sup> janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

**Art. 8.** L'assemblée générale annuelle se réunit le troisième vendredi du mois de juin à 11.00 heures à Luxembourg au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

**Art. 9.** Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le conseil d'administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

**Art. 10.** L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Le conseil d'administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

**Art. 11.** La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ainsi que ses modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

#### *Dispositions transitoires*

1. Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2012.
2. La première assemblée générale annuelle se tiendra en 2013.

#### *Souscription et libération*

Les statuts de la société ayant ainsi été arrêtés, la comparante pré-qualifiée déclare souscrire les actions comme suit:

Madame Isabelle Dillenbourg . . . . .	300 actions
Total . . . . .	<u>300 actions</u>

Toutes les actions ont été entièrement libérées par des versements en espèces de sorte que la somme de EUR 300.000,- (trois cent mille euros) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

#### *Déclaration*

Le notaire-rédacteur de l'acte déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

*Estimation des frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève approximativement à la somme de mille neuf cents euros (EUR 1,900.-).

*Assemblée générale extraordinaire*

Et à l'instant la comparante pré-qualifiée, représentant l'intégralité du capital social, s'est constituée en assemblée générale extraordinaire à laquelle elle se reconnaît dûment convoquée, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, elle a pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à 1 (un) et celui des commissaires à 1 (un).

2. Est appelée à la fonction d'administrateur:

Madame Isabelle DILLENBOURG, prénommée.

3. Est appelée à la fonction de commissaire aux comptes:

Tax Connected S.à r.l., ayant son siège social au 31, rue de Strasbourg à L-2561 Luxembourg, inscrite au R.C.S. Luxembourg sous le numéro B 157.488.

4. Les mandats de l'administrateur et du commissaire prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2017.

5. Le siège social est fixé au 62, avenue de la Liberté à L-1930 Luxembourg.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, la comparante préqualifiée a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 13 août 2012. LAC/2012/38580. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur ff. (signé): Carole Frising.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 août 2012.

Référence de publication: 2012108480/131.

(120147012) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 2012.

**QS PEP S.C.A., SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.**

Siège social: L-1660 Luxembourg, 84, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 170.993.

—  
STATUTES

In the year two thousand and twelve, on the fourteenth day of August.

Before Us, Maître Carlo Wersandt, notary residing in Luxembourg, acting in replacement of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, who will be the depository of the present deed.

There appeared:

1) QS PEP, société à responsabilité limitée, incorporated under the laws of Luxembourg with its registered office at 84, Grand-Rue, L-1660 Luxembourg, here represented by Me Alexandre Hübscher, lawyer, residing professionally in Luxembourg, pursuant to a proxy dated 10 August 2012.

2) Quilvest Private Equity, a company incorporated under the laws of Luxembourg, with its registered office at 84, Grand-Rue, L-1660 Luxembourg, here represented by Me Alexandre Hübscher, lawyer, residing professionally in Luxembourg, pursuant to a proxy dated 10 August 2012.

The proxies signed "ne varietur" by all the appearing parties and the undersigned notary shall remain annexed to this document to be filed with the registration authorities.

Such appearing parties, in the capacity in which they act, have requested the notary to state as follows the articles of association (the "Articles") of a company which they form between themselves.

Any terms in these Articles with an initial capital refer to the definitions in the prospectus of the company (the "Prospectus"), unless otherwise defined herein.

**Art. 1. Name.** There is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of the shares (the "Shareholders") of the company hereafter issued, a company in the form of a société en commandite par actions (S.C.A.) with variable capital qualifying as a société d'investissement en capital à risque (SICAR) under the name of QS PEP S.C.A., SICAR (the "Company").

The Company shall be governed by the law of 15 June 2004 concerning the société d'investissement en capital à risque (SICAR), as amended (the "2004 Law").

**Art. 2. Registered Office.** The registered office of the Company is established in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a decision of the General Partner (as defined under Article 15 below). Within the same borough, the registered office may be transferred through simple resolution of the General Partner.

If and to the extent permitted by law, the General Partner may decide to transfer the registered office to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg.

In the event that the General Partner determines that extraordinary political, military, economic or social events have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a Luxembourg corporation.

**Art. 3. Term of the Company.** The Company is incorporated for an unlimited duration.

The Company may be dissolved by a resolution of the Shareholders adopted in the manner required for amendments of these Articles, but only with the consent of the General Partner. The Company will not be dissolved in case the General Partner resigns, is liquidated, is declared bankrupt or is unable to continue its business.

**Art. 4. Purpose.** The purpose of the Company is the investment of the funds available to it, directly or indirectly, in securities and other assets representing risk capital within the broadest meaning permitted under Article 1 of the 2004 Law and any other applicable CSSF circulars (including the CSSF circular 06/241) in order to provide its investors with the benefit of the result of its assets in consideration of the risk which they incur, however, there is no assurance that the Company's objectives will be achieved or that there will be any return of capital.

The Company may contract any form of borrowings and issue bonds, debentures and any other debt instruments.

Furthermore, the Company may take any measures and carry out any transactions which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose to the fullest extent permitted under the 2004 Law and any other applicable circulars.

**Art. 5. Liability.** The General Partner is liable for all liabilities which cannot be met out of the assets of the Company.

The holders of Ordinary Shares shall refrain from acting on behalf of the Company in any manner or capacity other than by exercising their rights as Shareholders in general meetings and shall only be liable to the extent of their commitment to the Company.

**Art. 6. Determination of the investment objectives.** The General Partner shall determine the investment objectives of the Company as well as the course of conduct of the management and the business affairs of the Company in relation thereto, as set forth in the Prospectus, in compliance with Article 4 hereof and applicable laws and regulations.

#### **Art. 7. Share Capital.**

(a) The share capital of the Company shall be represented by shares (the "Shares") of no nominal value comprising at least one Share held by the General Partner-associé-gérant-commandité (the "General Partner Share", all other Shares being referred to as the "Ordinary Shares") and shall at all times be equal to the total net assets of the Company pursuant to Article 12 hereof. The minimum capital of the Company, which must be achieved within twelve (12) months after the date on which the Company has been authorized as a société d'investissement en capital à risque (SICAR) under Luxembourg law, is the US Dollar equivalent of one million Euros (EUR 1,000,000). The General Partner acting on behalf of the Company has full discretion to organise the procedures relating to closings, drawdowns and payments upon drawdown as further disclosed in the Prospectus.

(b) The General Partner may, at any time, as it deems appropriate, decide to create one or more compartments as provided for under article 3 of the 2004 Law (each such compartment, a "Compartment"). The Shares to be issued in a Compartment may, as the General Partner will determine, be of one or more different classes, the features, terms and conditions of which will be established by the General Partner and provisions set out in these Articles regarding Compartments shall apply mutatis mutandis to the Class therein.

The Company constitutes a single legal entity, but the assets of each Compartment will be invested for the exclusive benefit of the Shareholders of the corresponding Compartment and the assets of a specific Compartment are solely accountable for the liabilities, commitments and obligations of that Compartment.

The General Partner may create each Compartment for an unlimited or a limited period of time.

The proceeds from the issuance of Shares of any Class within a Compartment will be invested in risk capital pursuant to Article 4 hereof.

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each Compartment will, if not expressed in US Dollars, be converted into US Dollars and the capital will be the total of the net assets of all the Compartments.

The general meeting of holders of Shares of a Compartment or Class, deciding with simple majority, may consolidate or split the Shares of such Compartment or Class.

(c) The Company was incorporated with a fully subscribed capital of fifty thousand (USD 50,000) US Dollars, consisting of one (1) General Partner Share with no nominal value and forty nine thousand nine hundred and ninety nine (49,999) Ordinary Shares with no nominal value.

**Art. 8. Eligible Investors.** Shares in the Company are exclusively restricted to eligible investors who qualify as "Eligible Investors" within the meaning of article 2 of the 2004 Law, i.e. any institutional investor, professional investor or any other investor who confirmed in writing that it/he/she adheres to the status of well-informed investor and who either (i) invests or commits to invest in US Dollars a minimum equivalent to one hundred and twenty-five thousand Euros (€ 125,000) in the Company, or (ii) has obtained an assessment made by a credit institution, within the meaning of Directive 2006/48/EC, an investment firm within the meaning of Directive 2004/39/EC, or a management company within the meaning of Directive 2001/107/EC or 2009/65/EC certifying its/his/her expertise, its/his/her experience and its/his/her knowledge in adequately appraising an investment in risk capital (a "Well-informed Investor") within the meaning of the 2004 Law.

**Art. 9. Shares.** Shares shall be issued in registered form only.

The inscription of the shareholder's name in the Register of Shareholders (as defined below) evidences its right of ownership of such shares. Share certificates in registered form may be issued upon request of the Shareholders and shall be signed by the General Partner. Such signature may be either manual or printed, or by facsimile. If Share certificates are issued and a Shareholder desires that more than one share certificate be issued for his Shares, the cost of such additional certificates may be charged to such Shareholder.

All issued Shares of the Company shall be registered in the register of Shareholders (the "Register of Shareholders"), which shall be kept by the Registrar and Transfer Agent. The Register of Shareholders shall contain the name of each Shareholder, its/his/her residence, registered office or elected domicile, the number and Class of Shares it/he/she owns, the amount paid in on each such Share and banking references. Until notices to the contrary shall have been received by the Company, it may treat the information contained in the Register of Shareholders as accurate and up to date and may in particular use the inscribed addresses for the sending of notices and announcements and the inscribed banking references for the making of any payments.

If any Shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his Share certificate has been mislaid, lost, stolen or destroyed, then, at its/his/her request, a duplicate certificate may be issued under such conditions as the Company may determine subject to applicable provisions of the law. At the issuance of the new Share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original Share certificate in place of which the new one has been issued shall become void. Severely damaged Share certificates may be exchanged for new ones by order of the Company. The severely damaged certificates shall be delivered to the Company and shall be annulled immediately. The Company may, at its election, charge the Shareholder for the costs of a duplicate or for a new certificate and all reasonable expenses incurred by the Company in connection with the issuance and registration thereof, or in connection with the cancellation of the old certificate.

Fractional Shares may be issued up to two places after the decimal and shall carry rights in proportion to the fraction of a Share they represent but shall carry no voting rights, except to the extent that their number is such that they represent a whole Share, in which case they confer a voting right.

Each Share grants the right to one vote at the general meeting of Shareholders and at separate Compartment or Class meetings of the holders of Shares of each of the Compartments or Classes.

The Company only recognizes one owner per Share. If one or more Shares are jointly owned or if the ownership of such Share(s) is disputed, all persons claiming a right to such Share(s) must appoint a single attorney to represent such Share(s) in respect of the Company. Failure to appoint such attorney implies a suspension of all rights attached to such Share(s).

Each Shareholder will have first accepted and signed a subscription agreement (the "Subscription Agreement") wherein it irrevocably commits to make all payments for the entire amount of its commitment.

**Art. 10. Issue of Shares.** Shares may be issued only upon acceptance of the subscription and subject to receipt of the purchase price. The prospective Shareholder will, without undue delay, upon acceptance of the subscription and receipt of the purchase price, receive title to the shares purchased by him and obtain delivery of definitive share certificates in registered form or confirmation of his shareholding. Each prospective Shareholder may also be asked for a given Compartment to commit to subscribe for Ordinary Shares on one or more dates or periods as determined by the General Partner and which shall be indicated and more fully described in the Prospectus.

Payments for subscriptions to Ordinary Shares shall be made in whole or in part on the dates described in the Prospectus. The form of payment in relation to such subscriptions shall be determined by the General Partner in accordance with the provisions of the Prospectus and the Subscription Agreement signed by the Shareholder.

**Art. 11. Redemption or Acquisition of Shares.** Unless otherwise specified for a given Compartment, unilateral redemption requests by Shareholders shall not be accepted by the Company.

Nonetheless, the General Partner may proceed with a transfer or a compulsory redemption or acquisition of the Shares (excluding the General Partner Share) if a Shareholder ceases to be or is found not to be an Eligible Investor within the meaning of Article 8 of these Articles.

The Company may also redeem or acquire Shares in the event of default of payment by a Shareholder within the conditions set forth in the Prospectus of the Company and the law of 10 August 1915 on commercial companies as amended (the "1915 Law").

The Company may redeem or acquire Shares whenever the General Partner considers redemption to be in the best interests of the Company.

Shares of the capital stock of the Company redeemed by the Company shall be cancelled or held by the Company in a treasury account, as may be resolved from time to time by the General Partner.

The Company shall have the right, if the General Partner so determines, to satisfy payment of the redemption price to any Shareholder who agrees, in specie (in kind) by allocating to the Shareholder assets from the portfolio of the Company equal to the value of the Shares to be redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudice to the interests of the other Shareholders of the Company and the valuation used shall be confirmed by a special report of the approved statutory auditor of the Company. The specific costs for such redemptions in specie (in kind), in particular the costs of the special audit report, shall be borne by the Shareholder or by a third party, but will not be borne by the Company unless the General Partner considers that the redemption in specie (in kind) is in the interest of the Company or made to protect the interests of the Company.

If at any time an investor or shareholder, who has agreed to commit to subscribe for Ordinary Shares pursuant to Article 10 hereof, fails to honour its commitment through the full payment of the subscription price within the timeframe decided by the General Partner (a "Defaulting Investor" and/or (as the case may be), "Defaulting Shareholder") and referred to in the Prospectus, the General Partner has the right, at its discretion, to apply default provisions, including the suspension of the voting right or the exclusion of the Defaulting Investor/Shareholder, to such Defaulting Investor/Shareholder, as the General Partner shall determine in its reasonable discretion and in accordance with Luxembourg law and as detailed in the Prospectus.

#### **Art. 12. Calculation of the Net Asset Value.**

12.1. The Net Asset Value of each Share of the Company shall be determined by the Company, under the responsibility of the General Partner or any agent of the Company, at least once a year at such date to be determined from time to time by the General Partner (each a "Valuation Date") and disclosed in the Prospectus. The General Partner may determine or cause to be determined the Net Asset Value more frequently.

12.2. The Net Asset Value per Share of each Class for each Compartment is determined by dividing the value of the total asset of the Compartment properly allocated to such Class less the liabilities of the Compartment properly allocated to such Class by the total number of Shares of such Class outstanding on a Valuation Date. The Net Asset Value per Share will be given to three (3) decimal places.

12.3. The assets of the Company shall be valued on the basis of their fair value. Such fair value will be determined by using the criteria corresponding to the valuation guidelines and principles set out in the valuation guidelines for Private Equity and Venture Capital published by the relevant association disclosed for each Compartment in the Prospectus, including the Association Française des Investisseurs en Capital (AFIC), the British Venture Capital Association (BVCA), the European Association for Investors in Non-listed Real Estate Vehicles (INREV) and the International Private Equity and Venture Capital Valuation Guidelines (IPEV) published by the International Private Equity and Venture Capital Valuation Board in September 2009 or as amended at any more recent date.

12.4. Shares in unquoted instruments shall be valued on the basis of the General Partner's valuation models, including earnings multiples and discounted cash flow models. In order to determine the most appropriate valuation model, the General partner will take into account the following criterias:

- the original acquisition cost and the recent developments carried out since the acquisition of the relevant investment;
- the recent transactions operated in similar investments;
- transactions completed by third parties in comparable instruments; and
- reliable indicative offers from potential buyers.

12.5. Shares in Portfolio Funds (as defined in the Prospectus) shall be valued at their last available price or latest official net asset value, as reported or provided by such Portfolio Funds or their administrator. If events have occurred which may have resulted in a material change of the net asset value of such shares in Portfolio Funds since the day on which the latest official net asset value was calculated, the value of such shares or units may be adjusted in order to reflect, in the reasonable opinion of the General Partner, such change of value.

12.6. The value of securities which are quoted, traded or dealt in on any stock exchange or on any active regulated market shall be based on the latest available price published or, if appropriate, on the bid price on the stock exchange which is normally the principal market of such securities, and each security traded on any other regulated market shall be valued in a manner as similar as possible to that provided for quoted securities.

12.7. The value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts, prepaid expenses, cash dividends declared and interest accrued, and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless, however, the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be determined after making such discount as the General Partner may consider appropriate to reflect the true value thereof.

12.8. Liquid assets and money market instruments may be valued at nominal value plus any accrued interest.

12.9. The values expressed in a currency other than the reference currency of a Compartment will be converted at the applicable exchange rate in Luxembourg on the relevant Valuation Date.

12.10. The Net Asset Value per Share on each Valuation Date will be made available to the Shareholders in the manner prescribed in the Prospectus.

**Art. 13. Suspension of Calculation of the Net Asset Value.** The General Partner may temporarily suspend the calculation of the Net Asset Value of one or more Compartments in any of the following events:

(a) any of the principal markets or stock exchanges on which a substantial portion of the investments of the Company or of a Compartment are quoted is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings therein are restricted or suspended;

(b) the existence of any state of affairs which constitutes an emergency as a result of which disposal or valuation of investments in the Company or a Compartment would be impracticable;

(c) a breakdown has occurred with respect to the means of communication normally employed in determining the price of any of the investments in the Company or a Compartment or the current prices on any market or stock exchange; or

(d) When the Company is unable to repatriate funds or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments in the Company or a Compartment cannot in the opinion of the General Partner be effected at normal rates of exchange.

(e) No issue or, if applicable, redemption of Shares will take place during any period when the calculation of the Net Asset Value is suspended. Notice of any suspension will be given to Shareholders who are concerned because of subscription or redemption reasons if, according to the General Partner, the suspension will exceed eight (8) calendar days.

**Art. 14. General Partner.** The Company shall be managed by QS PEP, société à responsabilité limitée, a company incorporated under the laws of Luxembourg (the "General Partner") in its capacity as general partner (associé commandité) of the Company.

**Art. 15. Powers of the General Partner and Representation of the Company.** The General Partner is vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company's corporate objectives, including all acts of administration and disposition in the Company's interest. All powers not expressly reserved by law or these Articles to the general meeting of Shareholders will be exercised by the General Partner.

The General Partner shall have the power to determine the corporate and investment policy and the course of conduct of the management and business affairs of the Company. It shall have the power on behalf and in the name of the Company to carry out any and all of the purposes of the Company and to perform all acts and enter into and perform all contracts and other undertakings that it may deem necessary, advisable or useful or incidental thereto. Except as otherwise expressly provided, the General Partner has and shall have full authority in its sole discretion to exercise, on behalf of and in the name of the Company, all rights and powers necessary or convenient to carry out the purposes of the Company.

The General Partner may, from time to time, appoint officers or agents of the Company considered necessary for the operation and management of the Company, provided however that the holders of Shares other than the General Partner Share may not act on behalf of the Company without jeopardising their limited liability.

The officers and/or agents appointed, unless otherwise stipulated in these Articles, shall have the powers and duties given to them by the General Partner.

The General partner may appoint special committees, such as an investment committee and an advisory committee, as described more fully in the Prospectus in order to conclude certain tasks and functions expressly delegated to such Committee(s).

Vis-à-vis third parties, the Company shall be validly bound by the sole signature of the General Partner or by the signature(s) of any other person(s) to whom authority has been delegated by the General Partner.

**Art. 16. Actions by the General Partner.**

(a) Except as may be expressly limited by the provisions of these Articles, the General Partner is specifically authorized to act alone to execute, sign, seal and deliver in the name and on behalf of the Company any and all agreements, certificates, instruments or other documents requisite to carrying out the intentions and purposes of these Articles and of the Company;

(b) The General Partner, in its sole discretion, may enter into, terminate or approve any modifications or amendments of any service or management agreement;

(c) Any documentation, analysis, data or other information gathered or produced by the General Partner in connection with the management of the Company shall become the property of the General Partner.



(d) The General Partner may authorise investment and management of all or any part of the portfolio of assets established for two or more Compartments on a pooled basis, or of all or any part of the portfolio of assets of the Company on a co-managed or cloned basis with assets belonging to other Luxembourg Sicars, all subject to appropriate disclosure and compliance with applicable regulations, and as more fully described in their respective sales documents.

**Art. 17. Transfer of Shares.**

Transferability.

17.1 a) Any Transfers within the meaning given in the Prospectus shall be made in accordance with the applicable law and the Articles. Except for any Transfers referred to in clauses 17.6, 17.8 and 17.9 and any Transfers of Carried Shares within the meaning given in the Prospectus which are governed solely by the provision of 17.20. Shares may be transferred only with the prior written approval of the General Partner and exclusively to Well-Informed Investors. Where the General Partner approves a Transfer of Shares in accordance with this clause 17.1, such Transfer shall be effected in accordance with the relevant provisions of this clause 17.

(b) The Company will restrict or object to the ownership of Shares in the Company by any Person within the meaning given in the Prospectus not meeting the conditions of Eligible Investor as defined in the Prospectus and the Articles.

For this purpose the Company will:

(i) refuse to issue Shares or register the transfer of Shares where it appears that this issue or transfer would or could have the effect of allotting ownership of the Share to any Person not meeting the conditions of Eligible Investor;

(ii) proceed with the enforced redemption of all or some of the relevant Shares if it appears that a Shareholder ceases to be, or is found not to be, an Eligible Investor.

Transfer of the General Partner Share

17.2 The General Partner Share held by the General Partner is not transferable to any Person without the consent given at a general meeting of Shareholders in accordance with the quorum and majority requirements for the amendment of the Articles as provided under Article 25 of the Articles.

In the event of a Transfer of the General Partner Share, the assignee or transferee shall be substituted in the place of the General Partner and admitted to the Company as a general partner of the Company pursuant to applicable law and with the prior consent of the Luxembourg supervisory authority. Immediately thereafter, such substituted general partner shall hereby be authorized to and shall continue the business of the Company.

Transfer by Shareholders

17.3 Subject to any limitations in the Articles and the Prospectus, Shares in a Compartment may be transferred by a written instrument of transfer signed by the transferor and containing the name and address of the transferee. Such written instrument of transfer as well as a Transfer Agreement shall be sent to the Company for registration, but in the absence of such written instrument of transfer the General Partner may accept such evidence of a Transfer of Shares as they consider appropriate. The Transfer of Shares is effective when the name of the transferee is entered on the Register of Shareholders.

17.4 Notwithstanding any other provision of the Prospectus, in the event that any Shareholder (the "Proposed Transferor") wishes to transfer (the "Proposed Transfer") all or any of its Shares (the "Proposed Shares") to a Person (the "Proposed Transferee"), the Proposed Transferor shall be required to give a prior notice no later than fifteen (15) Business Days prior to the Proposed Transfer in writing to the General Partner (the "Transfer Notice"). The Transfer Notice shall:

(a) state the name and the address of the Proposed Transferee;

(b) indicate the Proposed Transfer sale price (the "Proposed Price"), the number and Class of Shares to be transferred (together with all rights then attached thereto), the amount of the Transferred Outstanding Commitment (as defined below) of the Proposed Transferor, and other details of the Proposed Transfer as the General Partner may in its absolute discretion determine; and

(c) be counter-signed by the Proposed Transferee.

17.5 In the event that a Transfer of Shares is effected at such time as the Proposed Transferor is still bound by an Outstanding Commitment (the "Transferred Outstanding Commitment"), the Transferred Outstanding Commitment must be assumed by the Proposed Transferee at the same time as the relevant Transfer of Shares is effected and the Proposed Transferee shall be obliged to enter into an instrument of transfer in a form approved by the General Partner requiring the Proposed Transferee to honour and be irrevocably bound by the relevant Transferred Outstanding Commitment. In addition, the Proposed Transferee shall be obliged to enter into an instrument of transfer in a form approved by the General Partner requiring the Proposed Transferee to honour and be irrevocably bound by any amounts the relevant Proposed Transferor may be bound to pay to cover a Rate Fluctuation Event, if any.

Unrestricted Transfers

17.6 Provided that the Proposed Transferor sends a Transfer Notice to the General Partner no later than fifteen (15) Business Days prior to the proposed date of the Transfer, any Transfer of Shares to any of the following persons shall not be subject to provisions of clauses 17.10 to 17.18:

a) an Affiliate of this Proposed Transferor; or

b) an investment fund managed by this Proposed Transferor or by an Affiliate of this Proposed Transferor; or

c) a trust which shall hold the Proposed Shares on trust for the sole benefit of the Proposed Transferor (the "Affiliated Trust").

17.7 The General Partner shall nevertheless have the right to prohibit any Proposed Transfer which may in the opinion of the General Partner be prejudicial to and/or create a regulatory and/or tax issue for the Compartment to which the Shares relate, to the Company, the General Partner, or its Affiliates.

17.8 After the Proposed Transfer to an Affiliate or an Affiliated Trust has been effected, if at any time the Proposed Transferee ceases to be an Affiliate or an Affiliated Trust of the Proposed Transferor, then the Proposed Transferee shall transfer all of the Proposed Shares back to the Proposed Transferor as soon as reasonably possible.

17.9 If there are two or more successive Transfers of the same Shares proposed to Affiliates or Affiliated Trusts, any Transfer after the first Transfer will be unrestricted only if the Proposed Transferee is an Affiliate or an Affiliated Trust of the Proposed Transferor in the first Transfer.

#### Prior Approval and Pre-emption Rights

17.10 Except for any Transfer of Shares referred to in the preceding clauses 17.6, 17.8 and 17.9, the Transfer of Investor Shares, for any reason whatsoever, are subject to the prior written approval of the General Partner and to the provisions of clauses 17.10 to 17.18.

17.11 Upon receipt of a Transfer Notice, the General Partner shall have the right to purchase all but not some only of the Proposed Shares or to designate a Person which shall purchase all of the Proposed Shares from the Proposed Transferor at the Proposed Price.

17.12 The General Partner, for itself or on behalf of its designee, shall have a period of fifteen (15) Business Days from receipt of the Transfer Notice to inform the relevant Proposed Transferor whether the right conferred pursuant to clause 17.11 is exercised. If the General Partner elects not to exercise the right conferred by clause 17.11 or fails to respond within such period, the right conferred pursuant to clause 17.11 shall lapse and the remaining provisions of this clause 17 shall apply.

17.13 The Compartment, at the discretion of the General Partner shall have the right to purchase all or any of the Proposed Shares if the General Partner elects not to exercise or fails to exercise the right conferred by clause 17.11.

17.14 If the Compartment elects not to exercise the right conferred by clause 17.13, the right conferred pursuant to clause 17.13 shall lapse and the remaining provisions of this clause 17 shall apply.

17.15 Subject to the preceding clause 17.14, the General Partner shall inform the other investor Shareholders of the relevant Compartment (the "Beneficiary Shareholders") in writing of the intended Proposed Transfer, specifying the information provided in the Transfer Notice.

17.16 Upon receipt of a notice pursuant to the preceding clause 17.15, the Beneficiary Shareholders shall have the right, between them, to purchase all but not some only of the Proposed Shares at the Proposed Price and on terms and conditions no less favourable than those contained in the Transfer Notice, exercisable within fifteen (15) Business Days following the date on which the General Partner sent the letter informing the Beneficial Investor(s) of the Proposed Transfer referred to in clause 17.15 above.

17.17 At the end of the period set out in the preceding clause 17.16, if one or more of the Beneficiary Shareholders announces its intention to purchase all of the Proposed Shares, the General Partner shall inform the Proposed Transferor as soon as possible, by registered letter with return receipt requested, that one or more Beneficiary Shareholder(s) wishes to acquire all of the Proposed Shares, and shall indicate the number of Proposed Shares that each Beneficiary Shareholder proposes to purchase. Where the requests exceed the number of Proposed Shares, the Proposed Shares shall be allocated amongst the Beneficiary Shareholders in the Compartment according to the ratio equal to the number of Shares held respectively by each Beneficiary Shareholder in the Compartment divided by the aggregate number of all the Shares held by the Beneficiary Shareholders who have exercised their pre-emption right (as nearly as may be possible without involving fractions of Shares).

17.18 If the pre-emption rights conferred pursuant to clauses 17.11, 17.13 and 17.16 are not exercised with respect to all of the Proposed Shares on the terms set out therein, the General Partner will have thirty (30) Business Days from the date on which the notice made pursuant to clause 17.16 shall have lapsed to decide whether it does or does not approve the Proposed Transfer to the Proposed Transferee and to notify such decision to the Proposed Transferor. The General Partner has full and unfettered discretion in making its decision and is not required to make the reasons for its decision known. In the event that the General Partner does not approve a Proposed Transfer, notwithstanding any other provisions of this Prospectus, the General Partner shall not recognize the Transfer nor amend the Register of Shareholders.

17.19 The General Partner, its Affiliates, the Company and the Compartment shall be reimbursed by the Proposed Transferor for any costs incurred with respect to a Transfer. The General Partner, its Affiliates, the Company and the Compartment may also receive compensation from the Proposed Transferor, negotiated by mutual consent, if the Proposed Transferor requires its assistance in seeking a transferee for its Shares.

#### Transfers of Carried Shares

17.20 The General Partner and/or any other Person which the General Partner designates shall subscribe for the Carried Shares. The General Partner will have the right to transfer such Carried Shares to whom it thinks fit in its absolute

discretion. Any other Person holding Carried Shares will have the right to transfer its carried Shares subject to the prior written consent of the General Partner. None of the preceding provisions of clause 17 shall apply to any Transfers of Carried Shares.

Assignment of interests or Shares in violation of this clause

17.21 No transfer of a Share in violation of this clause shall be valid or effective, and the Company and the Compartment shall not recognize the same, for the purposes of making distributions of Net Proceeds or reductions of Outstanding Commitment or otherwise with respect to interests in the Company.

**Art. 18. Indemnification.**

18.1. The Company will indemnify out of the assets of each Compartment and within the limits set forth in the Prospectus, either out of any distributions to which any Shareholder is entitled, pro rata to such Shareholder's interest in the Compartment, or by requesting the payment of capital calls, each Indemnified Party (as such term is defined in the Prospectus), for and against any and all liabilities, obligations, losses, damages, penalties, actions, judgments, suits, costs, expenses or disbursements of any kind or nature whatsoever (including legal fees) (other than those resulting from fraud or gross negligence on the part of any Indemnified Party) which may be imposed on, incurred by or asserted against any Indemnified Party in performing their obligations or duties as further detailed in the Prospectus.

18.2. The Company may purchase and maintain liability insurance in relation to the General Partner and/or to any person who is or was its directors, officers, servants or agents and to any person who is or was an Indemnified Party, an officer or a liquidator of the Compartment as further detailed in the Prospectus.

**Art. 19. Conflicts of Interest.** The guidelines in relation to the conflict of interest are fully described in the Prospectus.

**Art. 20. Custodian.** The Company will enter into a depositary agreement with a Luxembourg bank (the "Custodian") which meets the requirements of the 2004 Law.

The Company's securities, cash and other permitted assets will be held in custody by or in the name of the Custodian, which will fulfil the obligations and duties provided for by the 2004 Law.

The duties of the Custodian cannot be terminated unless and until a successor Luxembourg bank or eligible entity shall have been appointed to act in the place thereof.

**Art. 21. General Meeting of Shareholders.** The general meeting of Shareholders represents all Shareholders of the Company. It has the powers expressly reserved to it by law or these Articles provided that a resolution shall be validly adopted only if approved by the General Partner. Meetings in any Compartment or Class of Shares may also be held in circumstances where the rights of the Shareholders in the Compartment or the Class of Shares, respectively, may be changed as a result of the resolutions.

The annual general meeting of Shareholders of the Company will be held in Luxembourg at the registered office of the Company or at such other place in Luxembourg as may be specified in the convening notice, on the first Thursday of the month of May at 2:00 pm of each year. If such day is not a business day, the meeting shall be held on the following business day.

Any resolution of a general meeting of Shareholders affecting the interest of the Company vis-à-vis third parties or amending the present Articles must be approved by the General Partner.

Other meetings of Shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

Notices of all general meetings of Shareholders, setting forth the agenda and specifying the time and place of such meeting and the conditions of admission thereto and referring to quorum and majority requirements, will be sent by registered mail to the Shareholders, at least eight (8) calendar days prior to the meeting, to their addresses in the Register of Shareholders and may be published if required under Luxembourg laws.

**Art. 22. Accounting Year.** The Company's accounting year shall begin on 1<sup>st</sup> January of each year and shall end on 31<sup>st</sup> December of the same year.

**Art. 23. Annual Report.** The Company shall publish an annual report in accordance with general accounting principles accepted in Luxembourg or any other accounting principles applicable pursuant to Luxembourg laws.

**Art. 24. Distributions.** The right to distributions and the right to capital reimbursement of each Class of Shares are determined by the General Partner in accordance with the provisions of the relevant Compartment's distribution waterfall further disclosed in the Prospectus. No distribution can take place if, following this distribution, the capital of the Company would fall below the minimum capital provided for by the 2004 Law.

**Art. 25. Amendments to the Articles of Association.** Any resolution of a general meeting of Shareholders to the effect of amending these Articles must be passed by a quorum of fifty percent (50%) of the capital of the Company and a majority of two-thirds of the votes cast at the meeting and with the consent of the General Partner. Each amendment to these Articles entailing a variation of rights of a Class of Shares must be approved by a resolution of the general meeting of Shareholders and of a separate meeting of the Shareholders of the relevant Class of Shares and with the consent of the General Partner.

**Art. 26. Dissolution, Liquidation.** In the event of a dissolution of the Company, liquidation shall be carried out in accordance with the provisions of the 1915 Law and the 2004 Law, by one or more liquidators named by the general meeting of Shareholders resolving to dissolve the Company, and upon proposal by the General Partner. Such meeting shall determine their powers and their remuneration. The net proceeds may be distributed in kind to the holders of Shares.

Compartments may be established for a limited or unlimited period, as specified in the relevant appendix of the Prospectus.

If the net assets of any Compartment or Class fall below or do not reach an amount determined by the General Partner to be the minimum level for such Compartment or such Class to be operated in an economically efficient manner or if a change in the economic or political situation relating to the Compartment or Class concerned justifies it, the General Partner has the discretionary power to liquidate such Compartment or Class by compulsory redemption of shares of such Compartment or Class at the Net Asset Value per Share determined as at the Valuation Date at which such a decision shall become effective. The decision to liquidate will be mailed to the Shareholders concerned prior to the effective date of the liquidation.

Notwithstanding the powers conferred to the General Partner by the preceding paragraph, a general meeting of Shareholders of any Compartment or Class may, upon proposal from the General Partner and with its approval, redeem all the Shares of such Compartment or Class (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses). There shall be no quorum requirements for such a general meeting of Shareholders at which resolutions shall be adopted by simple majority of the votes cast.

Upon the circumstances provided for under the third paragraph of this section, the General Partner may decide to allocate the assets of any Compartment to those of another existing Compartment within the Company (the "New Compartment") and to re-designate the Shares of the Compartment concerned as shares of the New Compartment (following a split or consolidation, if necessary and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to shareholders). Such decision will be notified to the Shareholders concerned (and, in addition, the notification will contain information in relation to the New Compartment) by mail to the address of each concerned Shareholder as disclosed in the Register of Shareholders.

Notwithstanding the powers conferred to the General Partner by the preceding paragraph, a contribution of the assets and liabilities attributable to any Compartment to another Compartment of the Company may be decided upon by a general meeting of the Shareholders, upon proposal from the General Partner and with its approval, of the contributing Compartment for which there shall be no quorum requirements and which shall decide upon such an amalgamation by resolution adopted by simple majority of the votes cast.

Assets which could not be distributed to the relevant Shareholders upon the closure of the liquidation of a Compartment or Class will be deposited with the Caisse de Consignation to be held for the benefit of the relevant Shareholders. Amounts not claimed will be forfeited in accordance with Luxembourg law.

Any distribution resulting of the foregoing shall be made and processed in accordance with the relevant provisions set out in the prospectus and the relevant provisions set out in the applicable appendix of the prospectus under section "Distribution Waterfall".

**Art. 27. General Provisions.** All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the 1915 Law and the 2004 Law.

Withdrawal of the status of société d'investissement en capital à risque (SICAR) of the Company shall require the unanimous consent of the Shareholders and the prior approval of the CSSF.

#### *Transitory provisions*

The first financial year shall begin on the date of the formation of the Company and shall end on 31<sup>st</sup> December 2012.

The first annual general meeting of Shareholders shall be held in May 2013.

#### *Subscription and payment*

The subscribers have subscribed for the number of shares and have paid in cash the amounts specified below:

Subscriber	General Partner Shares	Ordinary Shares	Total Subscribed Share Capital
1) QS PEP . . . . .	1	1	USD 2
2) Quilvest Private Equity . . . . .	0	49,998	USD 49,998
Total . . . . .	1	49,999	USD 50,000

Proof of the payment in cash of the amounts specified above has been given to the undersigned notary.

#### *Expenses*

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately EUR 3,000.-.

101725

*Statements*

The undersigned notary states that the conditions provided for in articles 26, 26-3 and 26-5 of the 1915 Law have been observed.

*General meeting of shareholders*

The persons listed above representing the entire subscribed capital and considering themselves as fully convened, have immediately proceeded to an extraordinary general meeting.

Having first verified that it was regularly constituted; they have passed the following resolutions by unanimous vote.

*First resolution*

The following approved statutory auditor is appointed until the general meeting of Shareholders which will be convened to approve the accounts of the financial year ending 31 December 2012.

KPMG Luxembourg having its registered office at 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg.

*Second resolution*

The registered office of the Company is designated as 84, Grand Rue, L-1660 Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, hereby states that further to the request of the persons specified above, this deed is written in English, followed by a French version, further to the request of such persons and in the event of any contradiction between the English and the French versions, the English version will prevail.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the date specified above.

The document was read to the appearing persons known to the notary by their name, surname, civil status and residence and such appearing persons and we, the notary, signed this original deed.

**Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille douze, le quatorzième jour du mois d'août.

Par devant Nous, Maître Carlo Wersandt, notaire de résidence à Luxembourg, agissant en remplacement de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, ce dernier restant dépositaire du présent acte.

Ont comparu:

1) QS PEP, société à responsabilité limitée constituée conformément aux lois du Luxembourg ayant son siège social au 84, Grand-Rue, L-1660 Luxembourg, représentée par Me Alexandre Hübscher, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration datée du 10 août 2012, et

2) Quilvest Private Equity, une société constituée conformément aux lois de Luxembourg ayant son siège social au 84, Grand-Rue, L-1660 Luxembourg, représentée par Me Alexandre Hübscher, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration datée du 10 août 2012.

Les procurations prémentionnées, signées "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentaire, resteront annexées à ce document pour être soumises à l'enregistrement.

Les comparants, agissant ès-qualités, ont requis le notaire instrumentant d'arrêter comme suit les statuts (les "Statuts") d'une société qu'ils déclarent constituée entre eux:

Les termes des Statuts font référence aux définitions du prospectus de la société (le "Prospectus"), sauf s'ils y sont définis autrement.

**Art. 1<sup>er</sup>. Dénomination.** Il existe entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront propriétaires par la suite des actions de la société ci-après émises (les "Actionnaires"), une société en la forme d'une société en commandite par actions (S.C.A.) à capital variable qualifiée de société d'investissement en capital à risque (SICAR) sous la dénomination QS PEP S.C.A., SICAR (la "Société").

La Société sera soumise à la loi du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR), telle que modifiée (la "Loi de 2004").

**Art. 2. Siège social.** Le siège social de la Société est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg. La Société peut établir, par décision de l'Associé gérant commandité (tel que défini à l'Article 15 ci-dessous), des filiales, succursales ou bureaux, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger. A l'intérieur de la même commune, le siège social pourra être transféré par simple décision de l'Associé gérant commandité.

Dans la mesure où cela est permis par la loi, l'Associé gérant commandité peut décider de transférer le siège social à tout autre endroit au Grand-Duché de Luxembourg.

Au cas où l'Associé gérant commandité estime que des événements extraordinaires d'ordre politique, militaire, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social ou la communication de ce siège avec l'étranger, se présentent ou paraissent imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, demeurera une société luxembourgeoise.

**Art. 3. Durée de la Société.** La Société est constituée pour une durée indéterminée.

La Société pourra être dissoute par une résolution des Actionnaires prise selon le mode requis pour la modification de ces Statuts mais uniquement avec l'accord de l'Associé gérant commandité. La Société ne sera pas dissoute dans le cas où l'Associé gérant commandité démissionne, est liquidé, est déclaré en faillite ou n'est plus en mesure de continuer ses affaires.

**Art. 4. Objet.** L'objet de la Société est le placement des fonds dont elle dispose, directement ou indirectement, en valeurs représentatives de capital à risque, au sens le plus large autorisé par l'article 1 de la Loi de 2004 et toutes autres circulaires de la CSSF applicables (y compris la circulaire 06/241) afin de faire bénéficier à ses investisseurs du produit de ses actifs en contrepartie des risques encourus par ces derniers, cependant, il n'est donné aucune garantie quant à la réalisation des objectifs de la Société ou de remboursement de capital.

La Société peut emprunter sous toutes les formes et procéder à l'émission d'obligations, de reconnaissances de dettes ainsi que de tout autre titre de créance.

Par ailleurs, la Société pourra prendre toutes mesures et effectuer toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet au sens le plus large autorisé par la Loi de 2004 et toutes autres circulaires applicables.

**Art. 5. Responsabilité.** L'Associé gérant commandité est responsable de toutes les dettes qui ne peuvent être payées au moyen des actifs de la Société.

Les porteurs d'Actions Ordinaires s'abstiendront d'agir au nom de la Société, de quelque manière ou en quelque capacité que ce soit, si ce n'est en exerçant leurs droits d'Actionnaires lors des assemblées générales, et ne seront engagés que dans la limite de leur apport dans la Société.

**Art. 6. Détermination des objectifs d'investissement.** L'Associé gérant commandité déterminera les objectifs d'investissement de la Société ainsi que les lignes de conduite à suivre dans la gestion et la conduite des affaires de la Société en relation avec ces objectifs, tels que prévus par le Prospectus, conformément à l'Article 4 de ces Statuts et aux lois et règlements applicables.

#### **Art. 7. Capital Social.**

(a) Le capital social de la Société sera représenté par des actions (les "Actions"), sans valeur nominale comprenant au moins une Action détenue par l'Associé gérant commandité (l' "Action de l'Associé gérant commandité", toutes les autres Actions étant ci-après dénommées "Actions Ordinaires") et sera à tout moment égal à la somme des actifs nets de la Société conformément à l'Article 12 des Statuts. Le capital minimum de la Société, qui doit être atteint dans un délai de douze (12) mois à compter de la date d'agrément de la Société en qualité de société d'investissement en capital à risque (SICAR) soumise à la législation luxembourgeoise, représente l'équivalent d'un million d'euros (EUR 1.000.000) en dollars américains. L'Associé gérant commandité agissant au nom et pour le compte de la Société pourra, à son entière discrétion, déterminer des procédures relatives à la clôture des souscriptions, appels de fonds et paiements y afférents, telles que décrites plus amplement dans le Prospectus.

(b) L'Associé gérant commandité pourra à tout moment, tel qu'il le juge opportun, décider de créer un ou plusieurs compartiments tel que prévu à l'article 3 de la Loi de 2004 (chaque compartiment ci-après, un "Compartiment"). Les Actions à émettre dans un Compartiment pourront, tel que l'Associé gérant commandité le déterminera, être d'une ou de Classes différentes, les caractéristiques, termes et conditions desquelles seront établies par l'Associé gérant commandité et les dispositions énoncées dans ces Statuts concernant les Compartiments s'appliqueront mutatis mutandis à cette Classe.

La Société constitue une seule entité légale, mais les actifs de chaque Compartiment seront investis dans l'intérêt exclusif des Actionnaires du Compartiment correspondant et les actifs d'un Compartiment spécifique répondent uniquement du passif, engagements et obligations de ce Compartiment.

L'Associé gérant commandité pourra constituer chaque Compartiment pour une durée déterminée ou indéterminée.

Les sommes provenant de l'émission d'Actions d'une Classe au sein d'un Compartiment seront investies en capital à risque conformément au présent Article 4.

Dans le but de déterminer le capital social de la Société, les actifs nets attribuables à chaque Compartiment seront s'ils ne sont pas exprimés en US Dollars, convertis en US Dollars et le capital correspondra à la somme des actifs nets de tous les Compartiments.

L'assemblée générale des détenteurs d'Actions d'un Compartiment ou d'une Classe, décidant à la majorité simple, pourra fusionner ou scinder les Actions de ce Compartiment ou de cette Classe.

(c) La Société a été constituée avec un capital social entièrement souscrit de cinquante mille (50.000) US Dollars, se composant d'une (1) Action de l'Associé gérant commandité sans valeur nominale et de quarante-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (49.999) Actions Ordinaires sans valeur nominale.

**Art. 8. Investisseurs Eligibles.** Les Actions de la Société sont réservées exclusivement aux investisseurs éligibles ayant la qualité d'"Investisseurs Eligibles" au sens de l'article 2 de la Loi de 2004, à savoir, tout investisseur institutionnel, investisseur professionnel ou tout autre investisseur ayant confirmé par écrit son adhésion au statut d'investisseur averti

et qui (i) investit ou s'engage à investir en dollars américains, un minimum équivalent à cent vingt cinq mille euros (€ 125,000) dans la Société, ou (ii) a obtenu une appréciation, de la part d'un établissement de crédit, au sens de la Directive 2006/48/CE, une société d'investissement au sens de la Directive 2004/39/CE, ou une société de gestion au sens de la Directive 2001/107/CE ou 2009/65/CE certifiant son expertise, son expérience et sa connaissance pour apprécier de manière adéquate un placement en capital à risque (un "Investisseur Averti") au sens de la Loi de 2004.

**Art. 9. Actions.** Toutes les Actions seront émises sous forme nominative uniquement.

La propriété de l'action nominative s'établit par une inscription sur le Registre des Actionnaires (tel que défini ci-après), indiquant le nom de l'actionnaire. Les certificats d'Actions nominatives peuvent être délivrés à la demande des Actionnaires et seront signés par l'Associé gérant commandité. Cette signature peut être soit manuscrite, soit imprimée, soit apposée au moyen d'une griffe. Dans l'hypothèse où des certificats d'Actions sont émis et un Actionnaire souhaite que plusieurs certificats d'Actions lui soient délivrés pour ses Actions, le coût y afférent peut être mis à la charge de cet Actionnaire.

Toutes les Actions émises de la Société seront enregistrées dans le registre des Actionnaires (le "Registre des Actionnaires") qui sera tenu par l'Agent de Registre et Transfert. Le Registre des Actionnaires contiendra le nom de chaque Actionnaire, sa résidence, son siège social ou son domicile élu, le nombre et la Classe d'Actions qu'il détient, le montant payé pour chaque Action ainsi que des références bancaires. Tant qu'aucune communication contraire n'aura été reçue par la Société, l'information contenue dans le Registre des Actionnaires pourra être considérée comme exacte et à jour et il sera notamment possible d'utiliser les adresses inscrites pour l'envoi des communications et informations et les références bancaires inscrites pour l'exécution de tout paiement.

Si un Actionnaire est en mesure d'apporter la preuve à la Société que son certificat d'Action a été égaré, perdu, volé ou détruit, un duplicata peut être émis à sa demande, aux conditions que la Société peut déterminer sous réserve des dispositions de la loi applicable. Dès l'émission du nouveau certificat d'Action sur lequel il doit être mentionné qu'il s'agit d'un duplicata, le certificat d'Actions original à la place duquel le nouveau a été émis n'aura plus aucune valeur. Les certificats d'Actions sérieusement endommagés peuvent être échangés sur ordre de la Société. Les certificats sérieusement endommagés seront remis à la Société et immédiatement annulés. La Société peut, de manière discrétionnaire, demander à l'Actionnaire de supporter le coût d'un duplicata ou d'un nouveau certificat, ainsi que toutes les dépenses raisonnables encourues par la Société en relation avec l'émission et l'inscription au Registre des Actionnaires, ou avec l'annulation de l'ancien certificat.

La Société peut décider d'émettre des fractions d'Actions jusqu'à deux décimales. De telles fractions d'Actions ne confèrent pas le droit de vote mais donneront des droits proportionnels à la fraction d'une Action qu'elles représentent, sauf lorsque leur nombre est tel qu'elles représentent une Action entière, auquel cas elles confèrent un droit de vote.

Chaque Action confère le droit à une voix à l'assemblée générale des Actionnaires ainsi que, pour chaque Compartiment ou Classe, aux assemblées distinctes des porteurs d'Actions de chacun des Compartiments ou Classes.

La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par Action. Si une ou plusieurs Action(s) sont détenues conjointement, ou lorsque la propriété d'une ou de plusieurs Actions fait l'objet d'un litige, les personnes invoquant un droit sur cette (ces) Action(s) devront désigner un mandataire unique pour représenter la (les) Action(s) à l'égard de la Société. L'omission d'une telle désignation impliquera la suspension de l'exercice de tous les droits attachés à cette (ces) Action(s).

Chaque Actionnaire aura au préalable accepté et signé un bulletin de souscription (le "Bulletin de Souscription") l'engageant de manière irrévocable à effectuer tous paiements à hauteur du montant de son engagement total.

**Art. 10. Emission des Actions.** Les Actions pourront uniquement être émises après acceptation de la souscription et sous réserve de la réception du prix d'acquisition. L'Actionnaire potentiel recevra sans délai, après acceptation de la souscription et réception du prix d'acquisition, le titre des actions acquises par lui et obtiendra délivrance des certificats d'actions définitifs en forme nominative ou confirmation de son actionnariat. Il sera demandé à chaque Actionnaire potentiel pour un Compartiment déterminé, de s'engager à souscrire des Actions Ordinaires à la /aux date(s) ou période (s) déterminée(s) par l'Associé gérant commandité, telles qu'indiquées et plus amplement détaillées dans le Prospectus.

Les paiements des souscriptions des Actions Ordinaires seront effectués en tout ou en partie aux dates indiquées dans le Prospectus. Les modes de paiement en relation avec ces souscriptions seront déterminés par l'Associé gérant commandité conformément aux dispositions du Prospectus et du Bulletin de Souscription signé par l'Actionnaire.

**Art. 11. Rachat ou Acquisition d'Actions.** A moins qu'il ne soit autrement indiqué pour un Compartiment déterminé, les demandes unilatérales de rachat par les actionnaires ne seront pas acceptées par la Société.

Les Actions (à l'exception de l'Action de gérant commandité) pourront néanmoins être transférées ou rachetées ou acquises de manière forcée si un Actionnaire cesse d'être, ou s'avère ne pas être un Investisseur Eligible au sens de l'Article 8 des présents Statuts.

La Société peut également procéder au rachat ou à l'acquisition d'Actions en cas de défaut de paiement par un Actionnaire dans les conditions énoncées dans le Prospectus de la Société et la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée (ci-après la "Loi de 1915").

La Société peut également procéder au rachat ou à l'acquisition d'Actions lorsque l'Associé gérant commandité considère ce rachat comme étant dans l'intérêt de la Société.

Les actions du capital de la Société rachetées par la Société seront annulées ou détenues par la Société sur un compte de trésorerie, comme il peut en être décidé de temps à autre par l'Associé gérant commandité.

La Société aura le droit, si l'Associé gérant commandité le décide, de satisfaire au paiement du prix de rachat à chaque Actionnaire y consentant par l'attribution en nature à l'Actionnaire d'avoirs provenant de la masse du portefeuille de la Société d'une valeur égale à la valeur des Actions à racheter. La nature et le type d'avoirs à transférer en pareil cas seront déterminés sur une base équitable et raisonnable sans porter préjudice aux intérêts des autres Actionnaires de la Société et l'évaluation dont il sera fait usage devra être confirmée par un rapport spécial du réviseur d'entreprises agréé de la Société. Les coûts spécifiques de tels rachats en nature, en particulier le coût du rapport spécial du réviseur d'entreprises agréé, devront être supportés par l'Actionnaire ou par un tiers, mais ne seront supportés par la Société à moins que l'Associé gérant commandité estime que le rachat en nature est dans l'intérêt de la Société ou qu'un tel rachat vise à protéger les intérêts de la Société.

Si à tout moment un investisseur ou un actionnaire qui a accepté de s'engager à souscrire des Actions Ordinaires conformément au présent Article 10, ne parvient pas à honorer son engagement à travers le paiement intégral du prix de souscription endéans la durée décidée par l'Associé gérant commandité (un "Investisseur Défaillant" et/ou (le cas échéant) un "Actionnaire Défaillant") et indiquée dans le Prospectus, l'Associé gérant commandité aura le droit d'appliquer discrétionnairement les dispositions relatives à la défaillance, y compris la suspension du droit de vote ou l'exclusion de l'Investisseur/Actionnaire Défaillant, telles que l'Associé gérant commandité pourra raisonnablement et discrétionnairement déterminer en accord avec la loi luxembourgeoise et tel que décrit dans le Prospectus.

#### **Art. 12. Calcul de la Valeur Nette d'Inventaire.**

12.1. La Valeur Nette d'Inventaire de chaque Action de la Société sera, sous la responsabilité de l'Associé gérant commandité ou tout mandataire de la Société, déterminée par la Société, au moins une fois par an à telle date à déterminer de temps à autre par l'Associé gérant commandité (chaque date, une "Date d'Evaluation") et telle qu'indiquée dans le Prospectus. L'Associé gérant commandité pourra déterminer ou faire déterminer la Valeur Nette d'Inventaire plus fréquemment.

12.2. La Valeur Nette d'Inventaire par Action de chaque Classe pour chaque Compartiment est déterminée en divisant la valeur totale de l'actif du Compartiment proprement allouée à cette Classe moins le passif de ce Compartiment proprement alloué à cette Classe, par le montant total d'Actions de cette Classe en circulation à une Date d'Evaluation. La Valeur Nette d'Inventaire par Action sera donnée jusqu'à trois (3) décimales.

12.3. Les actifs de la Société seront évalués sur base de leur juste valeur. Telle juste valeur sera déterminée en utilisant les critères correspondant aux lignes directrices d'évaluation et principes exposés dans les Valuations Guidelines for Private Equity and Venture Capital publiés par l'association appropriée et communiqués pour chaque Compartiment dans le Prospectus, comprenant l'Association Française des Investisseurs en Capital (AFIC), la British Venture Capital Association (BVCA), la European Association for Investors in Non-Listed Real Estate Vehicles (INREV) et les International Private Equity and Venture Capital Valuation Guidelines (IPEV) publiés par le International Private Equity and Venture Capital Valuation Board en septembre 2009 ou telles que modifiées à une date ultérieure.

12.4. Les Actions en instruments non cotés seront évaluées sur la base des modèles d'évaluation de l'Associé gérant commandité, y compris les multiples de capitalisation et des modèles d'actualisation des flux de trésorerie. En vue de déterminer le modèle d'évaluation le plus approprié, l'Associé gérant commandité prendra en considération les critères suivants:

- le coût d'acquisition originel et les développements récents effectués depuis l'acquisition de l'investissement concerné;
- les transactions récentes opérées dans des investissements similaires;
- les transactions effectuées par des parties tierces dans des instruments comparables; et
- des offres fiables provenant d'acheteurs potentiels;

12.5. Les Actions dans des Fonds de Portefeuille (tels que définis dans le Prospectus) seront évaluées à leur dernier prix disponible ou leur dernière valeur nette d'inventaire, tel que communiqué ou fourni par de tels Fonds de Portefeuille ou leur administrateur. Dans le cas où des événements se sont produits et qui pourraient résulter en un changement matériel de la valeur nette d'inventaire de telles actions du Fonds de Portefeuille depuis le jour auquel la dernière valeur nette d'inventaire officielle a été calculée, la valeur de telles actions ou parts pourra être ajustée en vue de refléter de telles modifications de valeurs, selon l'avis raisonnable de l'Associé gérant commandité.

12.6. La valeur des titres cotés, échangés ou négociés sur une bourse ou un marché réglementé actif sera basée sur le dernier prix publié disponible ou, le cas échéant, sur le prix d'offre de la bourse qui est normalement le marché principal de tels titres, et tout titre échangé sur tout autre marché réglementé sera évalué d'une manière aussi similaire que possible à celle applicable aux titres cotés.

12.7. La valeur des espèces en caisse ou en dépôt, factures, billets à demande et comptes, dépenses prépayées, dividendes liquides déclarés et intérêts courus, et non encore reçus sera considérée comme étant le montant total de ces derniers, sauf s'il est improbable que ce montant soit payé ou reçu en entier, auquel cas cette valeur sera déterminée après avoir effectué une déduction que l'Associé gérant commandité aura considérée comme appropriée en vue de refléter leur valeur réelle.



12.8. Les actifs liquides et instruments du marché monétaires pourront être évalués à leur valeur nominale majorée des intérêts courus.

12.9. Les valeurs exprimées dans une devise différente que la devise de référence d'un Compartiment seront converties au taux du change applicable à Luxembourg au jour de la Date d'Evaluation concernée.

12.10. La Valeur Nette d'Inventaire par Action à chaque Date d'Evaluation, sera mise à disposition des Actionnaires de la manière prescrite dans le Prospectus.

**Art. 13. Suspension du Calcul de la Valeur Nette d'Inventaire.** L'Associé gérant commandité peut temporairement suspendre le calcul de la Valeur Nette d'Inventaire d'un ou de plusieurs Compartiments, lors de tout évènement suivant:

(a) pendant toute période durant laquelle l'une des principales bourses de valeurs ou autres marchés, sur lesquels une partie substantielle des investissements de la Société ou d'un Compartiment est cotée, est fermé pour une raison autre que les congés habituels, ou pendant toute période durant laquelle les transactions y sont restreintes ou suspendues;

(b) il existe une situation d'urgence à la suite de laquelle il est impossible de disposer ou d'évaluer les investissements dans la Société ou dans un Compartiment;

(c) lorsque les moyens de communication, qui sont habituellement employés pour déterminer le prix de tout investissement dans la Société ou dans un Compartiment ou les cours actuels de bourse ou sur un autre marché, sont hors services; ou

(d) la Société n'est pas en mesure de rapatrier des fonds ou se trouve dans une situation dans laquelle le transfert de fonds nécessaires pour la réalisation ou l'acquisition d'investissements dans la Société ou dans un Compartiment ne pourra pas, selon l'avis de l'Associé gérant commandité, s'effectuer aux taux de change habituels.

Aucune émission ou, le cas échéant, rachat d'Actions n'aura lieu lors de toute période durant laquelle le calcul de la Valeur Nette d'Inventaire est suspendu. Toute notification de suspension doit être communiquée aux Actionnaires qui sont concernés pour des raisons de souscription ou de rachat, si, selon l'avis de l'Associé gérant commandité, la suspension dépasse huit (8) jours calendaires.

**Art. 14. Associé gérant commandité.** La Société sera gérée par QS PEP, une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Luxembourg (l'"Associé gérant commandité") agissant en sa qualité d'associé commandité de la Société.

**Art. 15. Pouvoirs de l'Associé gérant associé et représentation de la Société.** L'Associé gérant commandité est investi des pouvoirs les plus étendus octroyés par la loi pour effectuer tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement des objectifs de la Société, en ce compris tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément de la compétence de l'assemblée générale des Actionnaires en vertu de la loi ou des présents Statuts relèvent de la compétence de l'Associé gérant commandité.

L'Associé gérant commandité aura le pouvoir de déterminer la politique sociale et d'investissement ainsi que de gérer et d'administrer les affaires de la Société. Il aura tout pouvoir pour exécuter, signer, viser et délivrer au nom et pour compte de la Société tous contrats ou engagements qu'il jugerait nécessaires, opportun ou utiles ou accessoires à l'accomplissement de l'objet de la Société. Sauf indication expresse contraire, l'Associé gérant commandité a et aura, tout pouvoir pour agir, à sa seule discrétion, au nom et pour le compte de la Société, afin d'accomplir l'objet de la Société.

L'Associé gérant commandité peut, de temps à autre, nommer des dirigeants ou représentants de la Société, lorsque les circonstances l'exigent au regard des opérations et de la gestion de la Société, à condition que les porteurs d'Actions autres que l'Action de l'Associé gérant commandité n'agissent pas au nom et pour le compte de la Société sans compromettre leur responsabilité limitée.

Sauf stipulation contraire dans les présents Statuts, les dirigeants et/ou représentants désignés auront les pouvoirs et obligations qui leur auront été conférés par l'Associé gérant commandité.

L'Associé gérant commandité pourra, tel que décrit plus amplement dans le Prospectus, nommer des comités spéciaux tel qu'un comité d'investissement et un comité de conseil, en vue de conclure certaines tâches et fonctions expressément déléguées à ce(s) comité(s).

La Société sera valablement engagée vis-à-vis des tiers par la seule signature de l'Associé gérant commandité ou par la/les signature(s) de toute(s) autre(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareil pouvoir de signature aura été délégué par l'Associé gérant commandité.

**Art. 16. Actes effectués par l'Associé gérant commandité.**

(a) Sauf restriction expressément prévue par les dispositions des présents Statuts, l'Associé gérant commandité est expressément autorisé à agir seul pour exécuter, signer, viser et délivrer au nom et pour compte de la Société tous les contrats, certificats, actes ou autres documents nécessaires en vue d'exécuter les objectifs et l'objet des présents Statuts et de la Société;

(b) L'Associé gérant commandité, à sa discrétion, peut réaliser, mettre fin à ou approuver toute modification ou changement de tout contrat de prestation de services ou de délégation de gestion;

(c) La documentation, les analyses, données, informations reçues ou présentées par l'Associé gérant commandité concernant la gestion de la Société deviennent la propriété de l'Associé gérant commandité.

(d) L'Associé gérant commandité pourra autoriser l'investissement ou la gérance de tout ou partie des portefeuilles d'actifs établis pour deux ou plusieurs Compartiments sur une base collective, ou de toute ou partie des portefeuilles d'actifs de la Société sur une base de co-gestion ou clonée avec des actifs appartenant à d'autres Sicars luxembourgeoises, sous réserve de publications adéquates et en conformité avec les règlements applicables et tel que décrit plus amplement dans leurs documents de vente respectifs.

#### **Art. 17. Transfert des Actions.**

##### Transférabilité

17.1 a) Tout Transfert tel que défini dans le Prospectus sera effectué en accord avec la loi applicable et les Statuts. Sauf pour les Transferts visés aux clauses 17.6, 17.8 et 17.9 et tout Transfert d'Actions de Carried au sens du Prospectus qui est uniquement régi par les dispositions de la clause 17.20, les Actions pourront uniquement être transférées à des Investisseurs Avertis avec l'accord écrit préalable de l'Associé gérant commandité. Lorsque l'Associé gérant commandité approuve un Transfert d'Actions en accord avec la présente clause 17.1, un tel Transfert sera effectué en accord avec les dispositions pertinentes de la présente clause 17.

b) La Société restreindra ou s'opposera à la détention d'Actions dans la Société par toute Personne au sens du Prospectus, ne remplissant pas les conditions d'Investisseur Eligible tel que définies dans le Prospectus et les Statuts.

A cet effet la Société pourra:

(i) refuser l'émission d'Actions ou d'inscrire le transfert d'Actions lorsqu'il apparaît que l'émission ou le transfert aurait ou pourrait avoir comme effet d'attribuer la détention de l'Action à toute Personne ne remplissant pas les conditions d'Investisseur Eligible;

(ii) procéder au rachat forcé de toutes ou partie des Actions concernées s'il apparaît qu'un Actionnaire cesse d'être ou se trouve ne pas être un Investisseur Eligible.

##### Transfert de l'Action de commandité

17.2 L'Action de l'Associé gérant commandité détenue par l'Associé gérant commandité n'est transférable à aucune Personne sans le consentement donné lors d'une assemblée générale des Actionnaires respectant les conditions de quorum et de majorité requises pour la modification des Statuts telles qu'indiquées à l'Article 25 des Statuts.

Lors d'un Transfert d'une Action de Gérant Commandité, le cessionnaire sera substitué à la place de l'Associé gérant commandité et admis dans la Société en tant qu'Associé gérant commandité conformément à la loi applicable et avec l'accord préalable de l'autorité de surveillance luxembourgeoise. Immédiatement après, cet associé gérant commandité substitué sera autorisé à poursuivre la gestion et la conduite des affaires de la Société.

##### Transfert par les Actionnaires

17.3 Sous réserve de toutes restrictions dans les Statuts et le Prospectus, les Actions au sein d'un Compartiment pourront être transférées par un instrument de transfert écrit et signé par le cédant et contenant le nom et l'adresse du cessionnaire. Tel instrument de transfert écrit ainsi que le Contrat de Transfert seront envoyés à la Société pour enregistrement mais en l'absence d'un tel instrument de transfert, l'Associé gérant commandité pourra accepter toute preuve d'un Transfert d'Actions qu'ils considéreront comme appropriée. Le Transfert d'Actions est effectif lorsque le nom du cessionnaire est inscrit dans le Registre des Actionnaires.

17.4 Nonobstant toute autre disposition dans le Prospectus, lorsqu'un Actionnaire (le "Cédant Proposé") désire transférer (le "Transfert Proposé") tout ou partie de ses Actions (les "Actions Proposées") à une Personne (le "Cessionnaire Proposé"), le Cédant Proposé sera tenu d'envoyer, au plus tard quinze (15) jours Ouvrés avant le Transfert Proposé, une notice par écrit (la "Notice de Transfert") à l'Associé gérant commandité. La Notice de Transfert devra:

(a) indiquer le nom et l'adresse du Cessionnaire Proposé;

(b) indiquer le prix de vente du Transfert Proposé (le "Prix Proposé"), le nombre et Classes d'Actions à transférer (y compris tous les droits y attachés), le montant de l'Engagement Encours Transféré (tel que défini ci-dessous) du Cédant Proposé et tous autres détails du Transfert Proposé tels que l'Associé Gérant Commandité pourra déterminer en sa discrétion absolue; et

(c) être contresignée par le Cessionnaire Proposé.

17.5 Lorsqu'un Transfert d'Actions est effectué à un moment où le Cédant Proposé est toujours lié par un Engagement Encours (l'"Engagement Encours Transféré"), l'Engagement Encours Transféré devra être supporté par le Cessionnaire Proposé au même temps que le Transfert d'Actions est effectué et le Cessionnaire Proposé sera tenu de conclure un instrument de transfert dans une forme acceptée par l'Associé gérant commandité enjoignant le Cessionnaire Proposé d'honorer et d'être irrévocablement tenu par l'Engagement Encours Transféré. De plus, le Cessionnaire Proposé sera tenu de conclure un instrument de transfert dans une forme acceptée par l'Associé gérant commandité enjoignant le Cessionnaire Proposé d'honorer et d'être irrévocablement tenu par tous montants que le Cédant Proposé concerné pourrait être tenu de payer afin de couvrir le cas échéant, un Événement de Fluctuation de Taux.

##### Transferts Libres

17.6 Etant entendu que le Cédant Proposé envoie dans les quinze (15) jours préalables à la date proposée de Transfert, une Notice de Transfert à l'Associé gérant commandité, tout Transfert d'Actions à l'une quelconque des personnes suivantes ne sera pas soumis aux dispositions des clauses 17.10 à 17.18:

- (a) un Affilié du Cédant Proposé; ou
- (b) un fonds d'investissement géré par ce Cédant Proposé ou par un Affilié de ce Cédant Proposé; ou
- (c) un trust qui détiendra les Actions Proposées en trust pour le seul bénéfice du Cédant Proposé (le "Trust Affilié").

17.7 L'Associé gérant commandité aura néanmoins le droit d'interdire tout Transfert Proposé qui pourrait dans l'opinion de l'Associé gérant commandité être préjudiciable à et/ou créer des difficultés d'ordre réglementaire et/ou fiscal pour le Compartiment auquel les Actions se rapportent, pour la Société, l'Associé gérant commandité ou ses Affiliés.

17.8 Si à tout moment après que le Transfert Proposé à un Affilié ou à un Trust Affilié ait été effectué, le Cessionnaire Proposé cesse d'être un Affilié ou un Trust Affilié du Cédant Proposé, le Cessionnaire Proposé sera tenu de transférer en retour, aussitôt que raisonnablement possible toutes les Actions Proposées au Cédant Proposé.

17.9 Au cas où il y aurait deux ou plusieurs Transferts successifs des mêmes Actions Proposées vers des Affiliés ou Trusts Affiliés, tout Transfert après le premier Transfert se fera librement mais uniquement si le Cessionnaire Proposé est un Affilié ou un Trust Affilié du Cédant Proposé lors du premier Transfert.

#### Approbation préalable et Droits de Préemption

17.10 Sauf pour les Transferts d'Actions tels que visés précédemment aux clauses 17.6, 17.8 et 17.9, le Transfert d'Actions d'Investisseurs pour quelque raison que ce soit est soumis à l'approbation préalable écrite de l'Associé gérant commandité ainsi qu'aux dispositions des clauses 17.10 à 17.18.

17.11 Après réception de la Notice de Transfert, l'Associé gérant commandité aura la possibilité d'acheter la totalité, et non une partie seulement des Actions Proposées ou de désigner une Personne qui achètera toutes les Actions Proposées du Cédant Proposé au Prix Proposé.

17.12 L'Associé gérant commandité en son nom ou pour le compte de la personne désignée, dispose d'un délai de quinze (15) Jours Ouvrés à partir de la réception de la Notice de Transfert pour informer le Cédant Proposé concerné si le droit conféré en vertu de la clause 17.11 est exercé. Si l'Associé gérant commandité choisit de ne pas exercer ce droit conféré par la clause 17.11 ou ne parvient pas à répondre pendant cette période, le droit conféré en vertu de la clause 17.11 sera prescrit et les dispositions restantes de la présente clause 17 s'appliqueront.

17.13 Le Compartiment aura le droit, à la discrétion de l'Associé gérant commandité, d'acheter toutes ou certaines des Actions Proposées si l'Associé gérant commandité choisit de ne pas exercer ou ne parvient pas à exercer le droit conféré par la clause 17.11.

17.14 Si le Compartiment choisit de ne pas exercer le droit conféré par la clause 17.13, le droit conféré en vertu de la clause 17.13 sera prescrit et les dispositions restantes de la présente clause 17 s'appliqueront.

17.15 Sous réserve de la clause précédente 17.14, l'Associé gérant commandité devra informer par écrit les autres investisseurs Actionnaires du Compartiment concerné (les "Actionnaires Bénéficiaires") du Transfert Proposé prévu en précisant l'information contenue dans la Notice de Transfert.

17.16 Dès réception d'une notice en vertu de la précédente clause 17.15, les Actionnaires Bénéficiaires auront entre eux le droit, endéans les quinze (15) Jours Ouvrés suivant la date à laquelle l'Associé gérant commandité aura envoyé la lettre informant le(s) Investisseur(s) Bénéficiaire(s) du Transfert Proposé visé à la clause 17.15 ci-dessus, d'acheter la totalité et non une partie seulement des Actions Proposées au Prix Proposé et selon les termes et conditions n'étant pas moins favorables que ceux contenus dans la Notice de Transfert.

17.17 A la fin de la période indiquée à la clause 17.16 précédente, si un ou plusieurs des Actionnaires Bénéficiaires annonce son intention d'acheter toutes les Actions Proposées, l'Associé gérant commandité informera le Cédant Proposé aussitôt que possible, par lettre recommandée avec avis de réception requis, qu'un ou plusieurs Actionnaire(s) Bénéficiaire(s) désire acquérir toutes les Actions Proposées et indiquera le nombre d'Actions Proposées que chaque Actionnaire Bénéficiaire propose d'acheter. Lorsque les demandes excèdent le nombre d'Actions Proposées, les Actions Proposées seront allouées entre les Actionnaires Bénéficiaires dans le Compartiment, par rapport au nombre d'Actions détenues respectivement par chaque Actionnaire Bénéficiaire dans le Compartiment, divisé par le nombre total de toutes les Actions détenues par les Actionnaires Bénéficiaires qui ont exercé leur droit de préemption (au plus près possible sans que les fractions d'Actions soient prises en considération).

17.18 Si les droits de préemption conférés en vertu des clauses 17.11, 17.13 et 17.16 ne sont pas exercés conformément aux termes y indiqués pour toutes les Actions Proposées, l'Associé gérant commandité aura trente (30) Jours Ouvrés à partir de la date où la notice faite en vertu de la clause 17.16 aura expiré, pour décider s'il accepte ou non le Transfert Proposé au Cessionnaire Proposé et de notifier cette décision au Cédant Transféré. L'Associé gérant commandité a sans entraves, pleine discrétion lorsqu'il prend sa décision et il ne sera pas tenu de faire connaître les raisons de sa décision. Dans le cas où l'Associé gérant commandité n'approuve pas le Transfert Proposé, l'Associé gérant commandité ne reconnaîtra pas le Transfert et ne modifiera pas le Registre des Actionnaires, nonobstant toutes autres dispositions dans le Prospectus.

17.19 L'Associé gérant commandité, ses Affiliés, la Société et le Compartiment seront remboursés par le Cédant Proposé pour tous les coûts encourus en relation avec un Transfert. L'Associé gérant commandité, ses Affiliés, la Société et le Compartiment pourront également recevoir une indemnisation par le Cédant Proposé, négociée par consentement mutuel, dans le cas où le Cédant Proposé requiert leur assistance lorsqu'il recherche un cessionnaire pour ses Actions.

Transferts d'Actions de Carried

17.20 L'Associé gérant commandité et/ou toute autre Personne que l'Associé gérant commandité aura désignée souscrira/souscriront les Actions de Carried. L'Associé gérant commandité aura à sa discrétion absolue le droit de transférer de telles Actions de Carried à qui il le jugera opportun. Toute autre Personne détenant des Actions de Carried aura le droit de transférer ses Actions de Carried sous réserve du consentement préalable écrit de l'Associé gérant commandité. Aucune des dispositions précédentes de la clause 17 ne s'appliquera à des Transferts d'Actions de Carried.

Affectation d'intérêts ou Actions en violation de cette clause

17.21 Aucun transfert d'une Action en violation de cette clause ne sera valable ou effectif et la Société et le Compartiment n'accorderont pareille clause aux fins d'effectuer des distributions de Bénéfices Nets ou réductions d'Engagements Encours ou autres en rapport avec les intérêts dans la Société.

#### **Art. 18. Indemnisation.**

18.1. La Société tiendra quitte et indemne à travers les actifs de chaque Compartiment et endéans les limites énoncées dans le Prospectus, soit par des distributions auxquelles chaque Actionnaire a droit et au pro rata des intérêts de cet Actionnaire dans le Compartiment, ou en ordonnant le paiement de capitaux appelés, chaque Partie Indemnisée (tel que ce terme est défini dans le Prospectus), pour et contre toutes pertes, obligations, dommages, pénalités, actions, jugements, poursuites, coûts, dépenses ou déboursments de toute nature (y compris les frais légaux) (autres que ceux résultant de fraude ou faute grave de la part de chaque Partie Indemnisée) qui pourront être imposés à, engagés par, ou prononcées contre la Partie Indemnisée lorsque celle-ci exécute ses obligations ou devoirs tels que plus amplement détaillés dans le Prospectus.

12.1. 18.2 La Société pourra acheter et maintenir une assurance de responsabilité en relation avec l'Associé gérant commandité et/ou toute personne qui est ou était directeur, fonctionnaire, prestataire ou mandataire et à toute personne qui est ou était une Partie Indemnisée, un fonctionnaire ou un liquidateur du Compartiment tel que plus amplement détaillé dans le Prospectus.

**Art. 19. Conflits d'intérêts.** Les lignes directrices concernant les conflits d'intérêts sont décrites de manière exhaustive dans le Prospectus.

**Art. 20. Dépositaire.** La Société conclura un contrat de dépositaire avec un établissement bancaire luxembourgeois (le "Dépositaire") répondant aux conditions prévues dans la Loi de 2004.

Les valeurs, espèces et autres avoirs autorisés de la Société seront détenus par ou au nom du Dépositaire, qui sera tenu de respecter les obligations et devoirs mis à sa charge par la Loi de 2004.

Il ne peut être mis fin aux fonctions du Dépositaire sans que et jusqu'à ce qu'un établissement bancaire luxembourgeois ou une entité éligible ait été désigné en vue d'agir à la place du Dépositaire.

**Art. 21. Assemblée Générale des Actionnaires.** L'assemblée générale des Actionnaires représente tous les Actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs expressément prévus par la loi ou par les présents Statuts, à condition que toute décision, pour être valablement adoptée, soit approuvée par l'Associé gérant commandité. Les Assemblées d'un Compartiment ou Classe d'Actions pourront être tenues dans des circonstances où les droits des Actionnaires dans le Compartiment ou dans la Classe d'Actions, pourront être changés suite à ces résolutions.

L'assemblée générale annuelle des Actionnaires de la Société se tiendra au Luxembourg au siège social de la Société ou dans tout autre lieu au Luxembourg tel qu'indiqué dans l'avis de convocation, le premier jeudi du mois de mai à 14:00 heures de chaque année. Si tel jour n'est pas un jour ouvrable, l'assemblée se tiendra le jour ouvrable suivant.

Toute décision de l'assemblée générale des Actionnaires affectant les intérêts de la Société à l'égard des tiers ou modifiant ces Statuts doit être approuvée par l'Associé gérant commandité.

D'autres assemblées d'Actionnaires peuvent se tenir aux lieux et dates tels que spécifiés dans les avis d'assemblée respectifs.

Les avis de convocation à toutes les assemblées générales des Actionnaires, comprenant l'ordre du jour et indiquant l'heure et le lieu de cette assemblée ainsi que les conditions d'admission à cette dernière et énonçant les conditions de quorum et de majorité, seront envoyés par courrier recommandé aux Actionnaires, au moins huit (8) jours calendaires avant la tenue de l'assemblée, aux adresses indiquées dans le Registre des Actionnaires et peuvent être publiés si cela est exigé par la législation luxembourgeoise.

**Art. 22. Exercice Social.** L'exercice social de la Société commence le premier jour du mois de janvier et se termine le trente et un décembre de la même année.

**Art. 23. Rapport Annuel.** La Société publiera un rapport annuel en conformité avec les principes comptables généralement admis aux Luxembourg ou tous principes comptables applicables conformément à la législation luxembourgeoise.

**Art. 24. Distributions.** Le droit aux distributions et le droit au remboursement de capital relatif à chaque Classe d'Actions sont déterminés par l'Associé gérant commandité conformément aux dispositions de distribution en cascade spécifiques à chaque Compartiment tel que décrit plus amplement dans le Prospectus. Aucune distribution ne peut être effectuée, si suite à cette distribution, le capital de la Société deviendrait inférieur au capital minimum prévu par la loi de 2004.

**Art. 25. Modification des Statuts.** Toute décision de l'assemblée générale des Actionnaires qui a pour effet de modifier les présents Statuts doit être adoptée par un quorum de cinquante pour cent (50%) du capital de la Société et à la majorité de deux tiers des votes exprimés à l'assemblée et avec le consentement de l'Associé gérant commandité. Toute modification des présents Statuts emportant une modification des droits afférents à une Classe d'Actions doit être approuvée par une décision de l'assemblée générale des Actionnaires lors d'une assemblée générale des Actionnaires distincte de la Classe d'Actions concernée, et ce avec le consentement de l'Associé gérant commandité.

**Art. 26. Dissolution, Liquidation.** Dans l'hypothèse d'une dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée conformément aux dispositions de la Loi de 1915 et de la loi de 2004 par un ou plusieurs liquidateurs nommés par l'assemblée générale des Actionnaires décidant de la dissolution de la Société, et sur proposition de l'Associé gérant commandité. Une telle assemblée déterminera leurs pouvoirs et rémunération. Les produits nets pourront être distribués en nature aux Actionnaires.

Les Compartiments peuvent être constitués pour une durée déterminée ou indéterminée, tel que spécifié dans chaque annexe du Prospectus.

Si les actifs nets d'un Compartiment ou d'une Classe descendent en dessous ou n'atteignent pas un seuil considéré par l'Associé gérant commandité comme étant le niveau minimum permettant au Compartiment ou à la Classe en question d'opérer d'une manière efficace d'un point de vue économique ou si un changement dans la situation économique ou politique relative au Compartiment ou à la Classe en question le justifie, l'Associé gérant commandité a le pouvoir discrétionnaire de liquider le Compartiment ou la Classe en question par rachat forcé des actions du Compartiment ou de la Classe en question à la Valeur Nette d'Inventaire par action déterminée à la Date d'Evaluation à compter de laquelle une telle décision sera effective. La décision de liquider sera notifiée par courrier aux Actionnaires concernés avant la date effective de liquidation.

Sans préjudice des pouvoirs conférés à l'Associé gérant commandité par le paragraphe précédent, une assemblée générale des Actionnaires de n'importe quel Compartiment ou Classe peut, sur proposition de l'Associé gérant commandité et avec son approbation, racheter toutes les actions du Compartiment ou de la Classe en question (en prenant en considération les prix actuels de réalisation des investissements et des dépenses de réalisation). Aucune exigence en matière de quorum ne sera requise pour une telle assemblée générale des Actionnaires à laquelle les résolutions seront adoptées par une majorité simple des voix exprimées.

Dans les circonstances évoquées dans le troisième paragraphe de cette section, l'Associé gérant commandité peut décider d'attribuer les actifs de tout Compartiment à ceux de tout autre Compartiment existant au sein de la Société (le "nouveau Compartiment") et de redésigner les actions du Compartiment concerné en actions du nouveau Compartiment (suivant une scission ou consolidation, si nécessaire et le paiement d'un montant correspondant à ce qui est dû aux Actionnaires). Une telle décision sera notifiée aux Actionnaires concernés (et, en plus, la notification contiendra des informations concernant le nouveau Compartiment) par courrier à l'adresse de chaque Actionnaire concerné telle qu'indiquée dans le Registre des Actionnaires.

Sans préjudice des pouvoirs conférés à l'Associé gérant commandité par le précédent paragraphe, une contribution des actifs et des engagements attribuables à tout Compartiment vers un autre Compartiment de la Société peut être décidé par l'assemblée générale des Actionnaires du Compartiment apporteur, sur proposition de l'Associé gérant commandité et avec son accord, pour laquelle il n'y aura aucune exigence de quorum et où la décision sera adoptée à la majorité simple des voix exprimées.

Les actifs qui ne pourront pas être distribués aux Actionnaires concernés à la clôture de la liquidation d'un Compartiment ou d'une Classe seront déposés à la Caisse de Consignation où ils seront détenus pour le bénéfice des Actionnaires concernés. Les sommes non réclamées seront annulées en conformité avec la loi luxembourgeoise.

Toute distribution résultant de ce qui précède sera faite et réalisée en conformité avec les stipulations pertinentes du prospectus et de l'annexe pertinente du prospectus sous la section "Distribution Waterfall".

**Art. 27. Dispositions générales.** Toutes les matières non régies par les présents Statuts seront soumises aux dispositions de la Loi de 1915 et de la Loi de 2004.

Le retrait du statut de société d'investissement en capital à risque (SICAR) de la Société requerra le consentement unanime des Actionnaires et le consentement préalable de la CSSF.

#### *Dispositions transitoires*

Le premier exercice social commencera le jour de la constitution de la Société et se terminera le 31 décembre 2012.

La première assemblée générale annuelle des Actionnaires aura lieu en mai 2013.

#### *Souscription et paiement*

Les souscripteurs ont souscrit le nombre d'Actions et ont payé en espèces les montants mentionnés ci-après:

Souscripteur	Actions de Commandité	Actions Ordinaires	Total du Capital souscrit
1) QS PEP .....	1	1	USD 2
2) Quilvest Private Equity .....	0	49.998	USD 49.998
Total .....	1	49.999	USD 50.000

La preuve du paiement en espèces des montants susmentionnés a été donnée au notaire soussigné.

#### *Frais*

Les dépenses, coûts, rémunérations ou frais de quelque forme que ce soit qui résultent de la constitution de la Société seront supportés par la Société et sont estimés à environ EUR 3.000,-.

#### *Constatation*

Le notaire soussigné constate que les conditions exigées par l'article 26, 26-3 et 26-5 de la loi de 1915 ont été observées.

#### *Assemblée générale des actionnaires*

Les personnes ci-avant désignées, représentant l'intégralité du capital souscrit et se considérant comme dûment convoquées, se sont constituées en assemblée générale extraordinaire.

Après avoir vérifié que l'assemblée était régulièrement constituée, elles ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes.

#### *Première résolution*

La personne suivante a été nommée en tant que réviseur d'entreprises agréé jusqu'à l'assemblée générale des Actionnaires devant se prononcer sur l'approbation des comptes de l'année financière se terminant le 31 décembre 2012:

KPMG Luxembourg avec siège social au 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg.

#### *Deuxième résolution*

Le siège social de la Société est fixé au 84, Grand-Rue, L-1660 Luxembourg.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise déclare que sur la demande des comparants, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, sur demande des mêmes comparants, et qu'en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé, date qu'en tête des présentes, à Luxembourg.

Et après lecture faite aux comparants, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms usuels, états civils et demeures, les comparants ont tous signé avec nous, notaire, le présent acte.

Signé: A. HÜBSCHER et C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 16 août 2012. Relation: LAC/2012/38984. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 août 2012.

Référence de publication: 2012107641/1028.

(120146707) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2012.

### **First Geneva SICAV-FIS S.A., Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 170.906.

#### — STATUTES

In the year two thousand and twelve, on the ninth of August.

Before the undersigned Maître Carlo Wersandt, Notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, in replacement of Maître Henri Hellinckx, Notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, who will be the depositary of the present deed.

There appeared:

1) Ian McCall, a Canadian citizen, born on 20 August 1966, in Regina, Canada, and professionally residing at 5, Cours des Bastions, CH-1205 Geneva,

2) Timothy Rogers, a Canadian citizen, born on 1 November 1966, in Calgary, Canada, and professionally residing at 5, Cours des Bastions, CH-1205 Geneva,

both here represented by Mrs Arlette Siebenaler, private employee, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on August 1, 2012.

The said proxy initialled *ne varietur* by the appearing party and the Notary will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties have required the officiating Notary to state as follows the articles of incorporation (the Articles of Incorporation) of a Luxembourg public limited liability company (*société anonyme*), qualifying as a *société d'investissement à capital variable -fonds d'investissement spécialisé (SICAV-FIS)*, which is hereby incorporated:

### Chapter I - Form, Term, Object, Registered office

**Art. 1. Name and Form.** There exists among the existing shareholders and those who may become owners of shares in the future, a company in the form of a public limited liability company (*société anonyme*) qualifying as a *société d'investissement à capital variable -fonds d'investissement spécialisé* under the name of First Geneva SICAV-FIS S.A. (hereinafter the Company).

**Art. 2. Duration.** The Company is incorporated for an unlimited period of time.

**Art. 3. Purpose.** The purpose of the Company is the investment of the funds available to it in securities of all kinds, undertakings for collective investment as well as any other permissible assets, with a view to spreading investment risks and enabling its shareholders to benefit from the results of the management thereof.

The Company may take any measures and conduct any operations it sees fit for the purpose of achieving or developing its object in accordance with the law dated 13 February 2007 relating to specialized investment funds, as amended (the Law of 13 February 2007).

**Art. 4. Registered office.** The registered office of the Company shall be in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. Branches, subsidiaries or other offices may be established, either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a decision of the Board of Directors. The registered office of the Company may be transferred within the municipality of Luxembourg-city by a resolution of the Board of Directors.

If the Board of Directors considers that extraordinary events of a political, economic or social nature, likely to compromise the registered office's normal activity or to disrupt communications between this office and abroad, have occurred or are imminent, it may temporarily transfer the registered office abroad until such time as these abnormal circumstances have ceased completely; this temporary measure shall not, however, have any effect on the Company's nationality, which, notwithstanding a temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

### Chapter II – Capital

**Art. 5. Share capital.** The capital of the Company shall be represented by shares of no nominal value and shall at any time be equal to the total value of the net assets of the Company and its Sub-Funds (as defined below), if any. The minimum subscribed capital of the Company can not be lower than the minimum provided for by the Law of 13 February 2007. Such minimum capital must be reached within a period of twelve (12) months after the date at which the Company has been authorized as a specialised investment fund under Luxembourg law. At the incorporation, the initial capital of the Company is USD 50,000 (fifty thousand United States Dollars) represented by 5,000 (five thousand) capitalisation shares of the sub-fund Global High Yield Fund.

For the purposes of the consolidation of the accounts, the reference currency of the Company shall be the United States Dollars (USD).

**Art. 6. Capital variation.** The Company's share capital shall vary, without any amendment to the Articles of Incorporation, as a result of the Company issuing new shares or redeeming its shares.

**Art. 7. Sub-funds.** Such shares may, as the Board of Directors shall determine, be of different sub-funds (the Sub-Funds) and the proceeds of the issue of each Sub-Fund shall be invested, pursuant to Article 3 hereof, in securities or other assets corresponding to such geographical areas, industrial sectors or monetary zones, or to such specific types of equity or debt securities, as the Board of Directors shall from time to time determine in respect of each Sub-Fund.

Within each Sub-Fund, the Board of Directors is entitled to create different classes of shares that may be characterized by their distribution policy (distribution shares, capitalization shares), their reference currency, their fee level, and/or by any other feature to be determined by the Board of Directors.

All the rules applicable to the Sub-Funds are also applicable *mutatis mutandis* to the classes of shares.

As between shareholders, each portfolio of assets shall be invested for the exclusive benefit of the relevant Sub-Fund or Sub-Funds. The Company shall be considered as one single legal entity. However, with regard to third parties, in particular towards the Company's creditors, each Sub-Fund shall be exclusively responsible for all liabilities attributable to it.

The Board of Directors, acting in the corporate interest of the Company, may decide, in the manner described in the placement memorandum of the shares of the Company (the Placement Memorandum), that all or part of the assets of two or more Sub-Funds be co-managed amongst themselves on a segregated or on a pooled basis.

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each Sub-Fund shall, if not expressed in United States Dollars (USD), be converted into United States Dollars (USD) and the capital shall be the total of the net assets of all Sub-Funds and classes of shares.

**Art. 8. Investments in sub-funds.** A Sub-Fund of the Company may, subject to the conditions set forth in its Placement Memorandum, subscribe, acquire and/or hold securities to be issued or issued by one or more other Sub-Funds of the Company without the Company being subject to the requirements of the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the Law of 10 August 2015), with respect to the subscription, the acquisition and/or the holding by a company of its own shares, provided however that:

- a) the target Sub-Fund does not, in turn invest in the Sub-fund investing in the target Sub-Fund; and
- b) the voting right, if any, attached to the relevant securities shall be suspended as long as they are held by the Sub-Fund investing in the target Sub-Fund, without prejudice to the appropriate processing in the accounts and the periodic reports; and
- c) in any event, as long as these securities are held by the Company, their value shall not be taken into consideration for the calculation of the net asset value of the Company for the purpose of verifying the minimum threshold of the net assets imposed by the Law of 13 February 2007.

### Chapter III – Shares

**Art. 9. Form of shares.** The shares of the Company will be issued in registered form. All shares of the Company issued in registered form shall be registered in the register of shares kept by the Company or by one or more persons designated therefore by the Company, and such register shall contain the name of each owner of registered shares, his residence or elected domicile as indicated to the Company, the number of registered shares held by him and the amounts paid.

The inscription of the shareholder's name in the register of shares evidences his right of ownership on such registered shares. The Board of Directors shall decide whether a certificate for such inscription shall be delivered to the shareholder or whether the shareholder shall receive a written confirmation of his shareholding.

The share certificates, if any, shall be signed by the Board of Directors. Such signatures shall be either handwritten, or printed, or in facsimile. However, one of such signatures may be made by a person duly authorized therefore by the Board of Directors; in this latter case, the signature shall be handwritten. The Company may issue temporary share certificates in such form as the Board of Directors may determine.

Shareholders entitled to receive registered shares shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of shares.

In the event that a shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the register of shares and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so entered into the register of shares by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. A shareholder may, at any time, change his address as entered into the register of shares by sending a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

Damaged share certificates may be cancelled by the Company and replaced by new certificates.

The Company may, at its election, charge to the shareholder the costs of a duplicate of a new share certificate and all reasonable expenses incurred by the Company in connection with the issue and registration thereof or in connection with the annulment of the original share certificate.

The Company recognizes only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the ownership of shares is disputed, all persons claiming a right to such share(s) have to appoint one single attorney to represent such share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of the exercise of all rights attached to such shares.

The Company may decide to issue fractional shares. Such fractional shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets attributable to the relevant Sub-Fund or class of shares on a pro rata basis.

**Art. 10. Eligibility of investors.** The shares of the Company are reserved to institutional, professional or well-informed investors within the meaning of the Law of 13 February 2007 (ie. an investor who (i) adheres in writing to the status of well-informed investor and (ii) either invests a minimum of EUR 125,000 in the Company or, when investing less, benefits from a certificate delivered by a credit institution, another professional of the financial sector within the meaning of Directive 2004/39/EC on markets in financial instruments or a management company within the meaning of Directive 2001/107/CE stating that he is experienced enough to appreciate in an adequate manner an investment in a specialized investment fund) and the Company will refuse to issue shares to the extent the legal or beneficial ownership thereof would belong to persons or companies which do not qualify as an eligible investor within the meaning of the 2007 Law.

**Art. 11. Classes of shares.** Each class of shares may differ from the other classes of shares with respect to its cost structure, the initial investment required or the currency in which the net asset value is expressed or any other feature. Within each class of shares, there may be capitalization share-type and distribution share-types.



Whenever dividends are distributed on distribution shares, the portion of net assets of the class of shares to be allotted to all distribution shares shall subsequently be reduced by an amount equal to the amounts of the dividends distributed, thus leading to a reduction in the percentage of net assets allotted to all distribution shares, whereas the portion of net assets allotted to all capitalisation shares shall remain the same.

The Board of Directors may decide not to issue or to cease issuing classes/subclasses of shares in one or more Sub-Funds.

The Board of Directors may, in the future, offer new classes of shares without approval of the shareholders. Such new classes of shares may be issued on terms and conditions that differ from the existing classes of shares, including, without being limitative, the amount of the management fee attributable to those shares, and other rights relating to liquidity of shares. In such a case, the Placement Memorandum shall be updated accordingly.

**Art. 12. Issue of shares.** Subject to the provisions of the Law of 10 August 1915, the Board of Directors is authorized without limitation to issue an unlimited number of shares at any time, without reserving to the existing shareholders a preferential right to subscribe to the shares to be issued.

The Board of Directors may impose restrictions on the frequency at which shares shall be issued in any class of shares and/or in any Sub-Fund; the Board of Directors may, in particular, decide that shares of any class and/or of any Sub-Fund shall only be issued during one or more offering periods or at such other periodicity as provided for in the Placement Memorandum.

Furthermore, in addition to the restrictions concerning the eligibility of investors as foreseen by the Law of 13 February 2007, the Board of Directors may determine any other subscription conditions such as the minimum amount of commitments, the minimum amount of the aggregate net asset value of the shares of a Sub-Fund to be initially subscribed, the minimum amount of any additional shares to be issued, the application of default interest payments on shares subscribed and unpaid when due, restrictions on the ownership of shares and the minimum amount of any holding of shares. Such other conditions shall be disclosed and more fully described in the Placement Memorandum.

Whenever the Company offers shares for subscription, the price per share at which such shares are offered shall be determined in compliance with the rules and guidelines fixed by the Board of Directors and reflected in the Placement Memorandum. The price so determined shall be payable within a period as determined by the Board of Directors and reflected in the Placement Memorandum.

The Board of Directors may delegate to any director, manager, officer or other duly authorized agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of the new shares to be issued and to deliver them.

The Company may, if a prospective shareholder requests and the Board of Directors so agree, satisfy any application for subscription of shares which is proposed to be made by way of contribution in kind. The nature and type of assets to be accepted in any such case shall be determined by the Board of Directors and must correspond to the investment policy and restrictions of the Company or the Sub-Fund being invested in. A valuation report relating to the contributed assets must be delivered to the Board of Directors by the independent auditor of the Company. Any costs incurred in connection with such contribution in kind shall be borne by the relevant shareholder(s) making the contribution in kind.

**Art. 13. Redemption.** The Board of Directors shall determine whether shareholders of any particular class of shares or any Sub-Fund may request the redemption of all or part of his shares by the Company or not, and reflect the terms and procedures applicable in the Placement Memorandum and within the limits provided by law and these Articles of Incorporation.

The Company shall not proceed to redemption of shares in the event the net assets of the Company would fall below the minimum subscribed capital foreseen in the Law of 13 February 2007 as a result of such redemption.

The redemption price shall be determined in accordance with the rules and guidelines fixed by the Board of Directors and reflected in the Placement Memorandum. The price so determined shall be payable within a period as determined by the Board of Directors and reflected in the Placement Memorandum.

The Company shall have the right, if the Board of Directors so determines, to satisfy payment of the redemption price to any shareholder who agrees, in specie by allocating to the shareholder investments from the portfolio of assets of the Company equal to the value of the shares to be redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other shareholders and the valuation used shall be confirmed by a special report of an independent approved auditor (*réviseur d'entreprise agréé*) appointed by the Board of Directors. The costs of any such transfers shall be borne by the transferee.

If as a result of any request for redemption, the number or the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder in any class of shares would fall below such number or such value as determined by the Board of Directors, then the Company may decide that this request be treated as a request for redemption for the full balance of such shareholder's holding of shares in such class of shares.

Further, if, with respect to any given Valuation Day, redemption requests pursuant to this article and conversion requests pursuant to article 15 hereof exceed a certain level determined by the Board of Directors in relation to the number of shares in issue in a specific Sub-Fund, the Board of Directors may decide that part or all of such requests for redemption or conversion will be deferred for a period and in a manner that the Board of Directors considers to be in the corporate interest of the Company. Following that period, with respect to the next relevant Valuation Day, these

redemption and conversion requests will be met in priority to subsequent requests. The Company may redeem shares whenever the Board of Directors considers a redemption to be in the corporate interest of the Company or a Sub-Fund.

In addition, the shares may be redeemed compulsorily in accordance with 16 “Limitation on the ownership of shares” herein.

**Art. 14. Transfer of shares.** Shares may only be transferred, pledged or assigned with the written consent from the Board of Directors, which consent shall not be unreasonably withheld. Any transfer or assignment of shares is subject to the purchaser or assignee thereof fully and completely assuming in writing prior to the transfer or assignment, all outstanding obligations of the seller under the subscription agreement entered into by the seller.

**Art. 15. Conversion.** Unless otherwise determined by the Board of Directors for certain classes of shares or with respect to specific Sub-Funds in the Placement Memorandum, shareholders are not entitled to require the conversion of whole or part of their shares of any class of a Sub-Fund into shares of the same class of shares in another Sub-Fund or into shares of another existing class of that or another Sub-Fund. When authorized, such conversions shall be subject to such restrictions as to the terms, conditions and payment of such charges and commissions as the Board of Directors shall determine.

The conversion price shall be determined in accordance with the rules and guidelines fixed by the Board of Directors and reflected in the Placement Memorandum.

If, as a result of any request for conversion, the number or the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder in any Sub-Fund and/or class of shares would fall below such number or such value as determined by the Board of Directors, then the Company may decide that this request be treated as a request for conversion for the full balance of such shareholder’s holding of shares in such class of shares.

**Art. 16. Limitations on the ownership of shares.** The Board of Directors may restrict the ownership of shares in the Company by any person if the Company considers that this ownership potentially involves a violation of any applicable law, or may involve the taxation of the Company in a country other than the Grand Duchy of Luxembourg or may otherwise be detrimental to the Company.

In particular, the Board of Directors may:

- a) decline to issue shares and to register any transfer of shares when it appears that such issue or transfer might or may result in the holding of shares by a person who is not authorised to hold shares in the Company;
- b) proceed to the compulsory redemption of (i) any shares held by a person who is not authorised to hold such shares in the Company, either alone or together with other persons, or (ii) any shares in full or a part if the holding thereof by one or several persons is potentially detrimental to the Company. The following procedure shall be applied in case of compulsory redemption:

1. the Board of Directors shall send a notice (hereinafter called the Redemption Notice) to the shareholder not authorised to hold shares (the Non-Authorised Shareholder), which shall specify the shares to be redeemed (the Redeemed Shares), the price to be paid, and the place where this price shall be payable. The Redemption Notice may be sent to the Non-Authorised Shareholder by registered mail to his last known address. The Non-Authorised Shareholder must return without delay to the Company the certificate or certificates, if any, representing the Redeemed Shares. From the time and day specified in the Redemption Notice, the Non-Authorised Shareholder shall cease to be the owner of the Redeemed Shares and the certificates representing these Redeemed Shares shall be rendered null and void in the books of the Company;

2. the price at which the Redeemed Shares shall be redeemed (the Redemption Price) shall be determined in accordance with the rules fixed by the Board of Directors and reflected in the Placement Memorandum. Payment of the Redemption Price will be made to the Non-Authorised Shareholder in the reference currency of the relevant class of shares or Sub-Fund, except during periods of exchange restrictions, and will be deposited by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the Redemption Notice) for payment to the Non-Authorised Shareholder upon surrender of the share certificate or certificates, if issued, representing the Redeemed Shares. Upon payment or deposit of such Redemption Price as aforesaid, no person interested in the Redeemed Shares shall have any further interest in any Redeemed Shares, or any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right of the Non-Authorised Shareholder to receive the Redemption Price (without interest) upon effective surrender of the share certificate or certificates, if issued. The exercise by the Company of its right to compulsory redeem shares shall not be questioned or invalidated in any case, on the grounds that there was insufficient evidence of ownership of shares or that the true ownership of the shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any Redemption Notice, provided that the Company acts in good faith;

- c) refuse, during any general meeting of shareholders, the right to vote of any person who is not authorised to hold shares in the Company.

In particular, the Board of Directors may restrict or block the ownership of shares in the Company by any “US Person” unless such ownership is in compliance with the relevant US laws and regulations.

The term “US Person” means any resident or person with the nationality of the United States of America or one of their territories or possessions or regions under their jurisdiction, or any other company, association or entity incor-

porated under or governed by the laws of the United States of America or any person falling within the definition of “US Person” under such laws.

**Art. 17. Net asset value.** The net asset value of the shares in every class, type or sub-type of share of the Company and for each Sub-Fund of the Company, if any, shall be determined at least once a year and expressed in the currency (ies) decided upon by the Board of Directors. The Board of Directors shall decide the days by reference to which the assets of the Company or Sub-Funds (if any) shall be valued (each a Valuation Day) and the appropriate manner to communicate the net asset value per share, in accordance with the legislation in force.

I. The Company’s assets shall include:

- a) all cash in hand or on deposit, including any outstanding accrued interest;
- b) all bills and promissory notes and accounts receivable, including outstanding proceeds of any sale of securities;
- c) all securities, shares, bonds, time notes, debenture stocks, options or subscription rights, warrants, money market instruments, and all other investments and transferable securities belonging to the relevant Sub-Fund;
- d) all dividends and distributions payable to the Sub-Fund either in cash or in the form of stocks and shares (the Company may, however, make adjustments to account for any fluctuations in the market value of transferable securities resulting from practices such as ex-dividend or ex-claim negotiations);
- e) all outstanding accrued interest on any interest-bearing securities belonging to the Sub-Fund, unless this interest is included in the principal amount of such securities;
- f) the Company’s or relevant Sub-Fund’s preliminary expenses, to the extent that such expenses have not already been written-off;
- g) the Company’s or relevant Sub-Fund’s other fixed assets, including office buildings, equipment and fixtures;
- h) all other assets whatever their nature, including the proceeds of swap transactions and advance payments.

II. The Company’s liabilities shall include:

- a) all borrowings, bills, promissory notes and accounts payable;
- b) all known liabilities, whether or not already due, including all contractual obligations that have reached their term, involving payments made either in cash or in the form of assets, including the amount of any dividends declared by the Company regarding each Sub-Fund (if any) but not yet paid;
- c) a provision for any tax accrued on the Valuation Day and any other provisions authorized or approved by the Board of Directors;
- d) all other liabilities of the Company of any kind with respect to each Sub-Fund (if any), except liabilities represented by shares in the Company. In determining the amount of such liabilities, the Company shall take into account all expenses payable by the Company including, but not limited to:
  - formation expenses;
  - expenses in connection with and fees payable to, its investment manager(s), advisors(s), accountants, custodian and correspondents, registrar, transfer agents, paying agents, brokers, distributors, permanent representatives in places of registration and auditors;
  - administration, domiciliary, services, promotion, printing, reporting, publishing (including advertising or preparing and printing of prospectuses, explanatory memoranda, registration statements, annual report) and other operating expenses;
  - the cost of buying and selling assets;
  - interest and bank charges, and
  - taxes and other governmental charges.
- e) the Company may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature on an estimated basis for yearly or other periods in advance and may accrue the same in equal proportions over any such period.

III. The value of the Company’s assets shall be determined as follows:

- a) the value of any cash in hand or on deposit, discount notes, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received, shall be equal to the entire amount thereof, unless the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be determined after making such discount as the Board of Directors may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof;
- b) the value of all portfolio securities and money market instruments or derivatives that are listed on an official stock exchange or traded on any other regulated market will be based on the last available price on the principal market on which such securities, money market instruments or derivatives are traded, as supplied by a recognized pricing service approved by the Board of Directors. If such prices are not representative of the fair value, such securities, money market instruments or derivatives as well as other permitted assets may be valued at a fair value at which it is expected that they may be resold, as determined in good faith by and under the direction of the Board of Directors;
- c) the value of securities and money market instruments which are not quoted or traded on a regulated market will be valued at a fair value at which it is expected that they may be resold, as determined in good faith by and under the direction of the Board of Directors; investments in private equity securities other than the securities mentioned herein

will be valued with the assistance of one or several independent valuer(s) designated by the Board of Directors on the basis of the reasonably foreseeable sales price of the assets concerned, as determined by the relevant independent valuer in accordance with the standards of the valuers' profession, such as the most recent Valuation Guidelines published by the European Venture Capital Association;

d) the amortized cost method of valuation for short-term transferable debt securities in certain Sub-Funds of the Company may be used. This method involves valuing a security at its cost and thereafter assuming a constant amortization to maturity of any discount or premium regardless of the impact of fluctuating interest rates on the market value of the security. While this method provides certainty in valuation, it may result during certain periods in values which are higher or lower than the price which the Sub-Fund would receive if it sold the securities. For certain short term transferable debt securities, the yield to a shareholder may differ somewhat from that which could be obtained from a similar sub-fund which marks its portfolio securities to market each day;

e) the value of the participations in investment funds shall be based on the last available valuation. Generally, participations in investment funds will be valued in accordance with the methods provided by the instruments governing such investment funds. These valuations shall normally be provided by the fund administrator or valuation agent of an investment fund. To ensure consistency within the valuation of each Sub-Fund, if the time at which the valuation of an investment fund was calculated does not coincide with the valuation time of any Sub-Fund, and such valuation is determined to have changed materially since it was calculated, then the net asset value may be adjusted to reflect the change as determined in good faith by and under the direction of the Board of Directors;

f) the valuation of swaps will be based on their market value, which itself depends on various factors (e.g. level and volatility of the underlying asset, market interest rates, residual term of the swap). Any adjustments required as a result of issues and redemptions are carried out by means of an increase or decrease in the nominal of the swaps, traded at their market value;

g) the valuation of derivatives traded over-the-counter, such as futures, forward or option contracts not traded on exchanges or on other recognized markets, will be based on their net liquidating value determined, pursuant to the policies established by the Board of Directors on the basis of recognized financial models in the market and in a consistent manner for each category of contracts. The net liquidating value of a derivative position is to be understood as being equal to the net unrealized profit/loss with respect to the relevant position;

h) the value of other assets will be determined prudently and in good faith by and under the direction of the Board of Directors in accordance with generally accepted valuation principles and procedures.

The Board of Directors, at its discretion, may authorize the use of other methods of valuation if it considers that such methods would enable the fair value of any asset of the Company to be determined more accurately.

Where necessary, the fair value of an asset is determined by the Board of Directors, or by a committee appointed by the Board of Directors, or by a designee of the Board of Directors.

The valuation of each Sub-Fund's assets and liabilities expressed in foreign currencies shall be converted into the relevant reference currency, based on the latest known exchange rates.

All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with generally accepted accounting principles.

For each Sub-Fund, adequate provisions will be made for expenses incurred and due account will be taken of any off-balance sheet liabilities in accordance with fair and prudent criteria.

For each Sub-Fund and for each class of shares, the net asset value per share shall be calculated in the relevant reference currency with respect to each Valuation Day by dividing the net assets attributable to such class of shares (which shall be equal to the assets minus the liabilities attributable to such class of shares) by the number of shares issued and in circulation in such class.

The Company's net assets shall be equal to the sum of the net assets of all its Sub-Funds.

In the absence of bad faith, gross negligence or manifest error, every decision to determine the net asset value taken by the Board of Directors or by any bank, company or other organization which the Board of Directors may appoint for such purpose, shall be final and binding on the Company and past, present or future shareholders.

**Art. 18. Allocation of assets and liabilities among the sub-funds.** For the purpose of allocating the assets and liabilities between the Sub-Funds, the Board of Directors has established a portfolio of assets for each Sub-Fund in the following manner:

a) the proceeds from the issue of each share of each Sub-Fund are to be applied in the books of the Company to the portfolio of assets established for that Sub-Fund and the assets and liabilities and income and expenditure attributable thereto are applied to such portfolio subject to the following provisions;

b) where any asset is derived from another asset, such derivative asset is applied in the books of the Company to the same portfolio as the asset from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or diminution in value is applied to the relevant portfolio;

c) where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular portfolio or to any action taken in connection with an asset of a particular portfolio, such liability is allocated to the relevant portfolio;

d) in the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular portfolio, such asset or liability is allocated to all the portfolios in equal parts or, if the amounts so justify, pro rata to the net asset values of the relevant Sub-Funds;

e) upon the payment of dividends to the holders of shares in any Sub-Fund, the net asset value of such Sub-Fund shall be reduced by the amount of such dividends.

Towards third parties, the assets of a given Sub-Fund will be liable only for the debts, liabilities and obligations concerning that Sub-Fund. In relations between shareholders, each Sub-Fund is treated as a separate entity.

**Art. 19. Suspension of calculation of the net asset value.** The Board of Directors may suspend the determination of the net asset value and/or, where applicable, the subscription, redemption and/or conversion of shares, for one or more Sub-Funds, in the following cases:

a) a stock exchange or another regulated and recognized market (that is a market which is operating regularly and is open to the public), which is a source of pricing information for a significant part of the assets of one or more Sub-Funds, is closed, or in the event that transactions on such a market are suspended, or are subject to restrictions, or are impossible to execute in volumes allowing the determination of fair prices;

b) exchange or capital transfer restrictions prevent the execution of transactions of a Sub-Fund or if purchase or sale transactions of a Sub-Fund cannot be executed at normal rates;

c) the political, economic, military or monetary environment, or an event of force majeure, prevent the Company from being able to manage normally its assets or its liabilities and prevent the determination of their value in a reasonable manner;

d) when, for any other reason, the prices of any significant investments owned by a Sub-Fund cannot be promptly or accurately ascertained;

e) the Company or any of the Sub-Funds is/are in the process of establishing exchange parities in the context of a merger, a contribution of assets, an asset or share split or any other restructuring transaction;

f) when there is a suspension of redemption or withdrawal rights by several investment funds in which the Company or the relevant Sub-Fund is invested; g) any other circumstance where the Board of Directors may consider such suspension to be in the interest of the Company or the shareholders;

h) when the stock exchange(s) or market(s) that supplies/supply prices for a significant part of the assets of one or several Sub-Fund(s) are closed in order to prevent market timing opportunities arising when a net asset value is calculated on the basis of market prices which are no longer up to date.

In the event of exceptional circumstances which could adversely affect the interest of the shareholders or insufficient market liquidity, the Board of Directors reserves its right to determine the net asset value of the shares of a Sub-Fund only after it shall have completed the necessary purchases and sales of securities, financial instruments or other assets on the Sub-Fund's behalf.

If any application for redemption or conversion is received in respect of any Valuation Day (the First Valuation Day) which either singly or when aggregated with other applications so received, exceed a certain level determined by the Board of Directors for each Sub-Fund, the Board of Directors reserves the right in its sole and absolute discretion (and in the best interests of the remaining shareholders) to scale down pro rata each application received on the First Valuation Day so that not more than the certain level determined by the Board of Directors of the relevant Sub-Fund be redeemed or converted on such First Valuation Day. To the extent that any application is not given full effect on such First Valuation Day by virtue of the exercise of the power to pro-rate applications, it shall be treated with respect to the unsatisfied balance thereof as if a further request had been made by the shareholder on the next Valuation Day and, if necessary, subsequent Valuation Days, until such application shall have been satisfied in full. If subsequent applications are received on the following Valuation Days, such subsequent applications shall be postponed until satisfaction of applications received on the First Valuation Day which have not been treated, subject to as the conditions set forth in the preceding sentence.

The suspension of the calculation of the net asset value and/or, where applicable, of the subscription, redemption and/or conversion of shares, shall be notified to the relevant persons through all means reasonably available to the Company.

Such a suspension decision shall be notified to any shareholders requesting redemption or conversion of their shares.

The suspension measures provided for in this article may be limited to one or more Sub-Funds.

#### **Chapter IV - Administration and management of the Company**

**Art. 20. Directors.** The Company shall be managed by a Board of Directors composed of not less than three (3) members; members of the Board of Directors need not to be shareholders of the Company.

In the event the general meeting ascertains that a sole shareholder holds the entirety of the Company's shares, the Company may be managed by a sole member. Such management shall be effective until the annual general meeting taking place after the Company ascertains that its shares are held by more than one shareholder.

The Directors shall be elected by the shareholders at their annual general meeting for a maximum period of six years, and until their successors are elected and qualify, provided, however, that a Director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

In the event of a legal entity being appointed as member of the Board of Directors, such legal entity shall appoint a permanent representative who will exercise the mandate in the name and on behalf of such legal entity. The legal entity may withdraw its representative only by appointing a successor at the same time.

In the event of a vacancy of a Director because of death, retirement or otherwise, the remaining Directors may meet and may elect, by majority vote, a Director to fill such a vacancy until the next meeting of shareholders.

**Art. 21. Proceedings of directors.** The Board of Directors chooses among its members a chairman. The latter shall preside at all meetings of shareholders and at the Board of Directors. In his absence, the shareholders or the Board of Directors, may appoint any Director as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting. The Board of Directors shall also choose a secretary, who needs not to be a Director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meeting of the Board of Directors and of the shareholders. The Board of Directors shall meet upon call by the chairman or any two Directors, at the place indicated in the notice of meeting.

Written notice of any meeting of the Board of Directors shall be given to all Directors at least forty eight (48) hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or any other similar means of communication by each Director. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors.

Any Director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing (by any means of communication) another Director as his proxy. A Director may represent several of his colleagues.

Any Director may participate in a meeting of the Board of Directors by conference call or similar means of communication equipment whereby all persons participating in the meeting can hear each other and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

The Directors may only act at duly convened meetings of the Board of Directors. Directors may not bind the Company by their individual signatures, except if specially authorized thereto by resolution of the Board of Directors.

The Directors can deliberate or act validly only if at least the majority of the directors are present or represented. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the Directors present or represented at such meeting. In the event that in any meeting the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

The Board of Directors from time to time may appoint the officers of the Company, including a general manager, a secretary, and any assistant general managers, assistant secretaries or other officers considered necessary for the operation and management of the Company. Any such appointment may be revoked at any time by the Board of Directors. Officers need not be Directors or shareholders of the Company. The officers appointed, unless otherwise stipulated in these Articles, shall have the powers and duties given to them by the Board of Directors.

The Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to persons or corporate entities which need not to be members of the Board of Directors.

Circular resolutions in writing approved and signed by all Directors are valid and binding and have the same effect as resolutions voted at Board meetings.

Signatures of the Directors to circular resolutions or resolutions adopted by the Board of Directors by telephone, videoconference or otherwise, may be affixed to one original or several counterparts of the same document, all of which taken together constitute one and the same document.

**Art. 22. Minutes of board meetings.** The minutes of any meeting of the Board of Directors shall be signed by the chairman pro tempore who presided at such meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by such chairman, or by the secretary, or by any two Directors.

**Art. 23. Powers of the board of directors.** The Board of Directors shall, based upon the principle of spreading of risks, have the power to determine the corporate and investment policy for the investments relating to each class of shares and the course of conduct of the management and business affairs of the Company.

The Board of Directors is vested with the broadest powers to perform all acts of disposition and administration within the Company's purpose.

All powers not expressly reserved by law or by these Articles of Incorporation to the general meeting of shareholders are in the competence of the Board of Directors. The Board of Directors may appoint investment advisors and investment managers, as well as any other management or administrative agents. The Board of Directors may enter into agreements, on behalf of the Company; with such persons or companies for the provision of their services, the delegation of powers to them, and the determination of their remuneration to be borne by the Company.

**Art. 24. Corporate signature.** Vis-à-vis third parties, the Company is bound by the joint signature of any two Directors or of any person(s) to whom authority has been delegated by the Board of Directors.

**Art. 25. Liability.** The holders of shares shall refrain from acting on behalf of the Company in any manner or capacity other than by exercising their rights as shareholders in general meetings and shall only be liable to the extent of their contributions to the Company.

**Art. 26. Conflict of interest.** No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that the Board of Directors or any one or more of the Directors is interested in, or is a director, associate, officer or employee of, such other company or firm.

Any director of the Board of Directors who serves as a director, manager, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

The Company should draw up a conflict of interest charter to set (i) guiding principles in respect of own private investment accounts of Directors and other situations in which Directors may have a conflict of interest and (ii) a procedure to continuously report conflicts of interest to the Board of Directors.

The Company further entrusts one Director to monitor that the conflict of interest policy is duly implemented and complied with.

**Art. 27. Risk management process.** The Company should draw up a risk management policy to detect, measure and manage in an appropriate manner risks related to the positions and their impact on the risk profile of the assets portfolio. The Company shall further take appropriate measures and appoint one director to monitor such risks.

**Art. 28. Indemnification.** The Company may indemnify the Directors of the Board of Directors, against expenses reasonably incurred by them in connection with any action, suit or proceeding to which they may be made a party by reason of their activities on behalf of the Company, except in relation to matters as to which they shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or wilful misconduct; in the event of an out-of-court settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by a counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which such person may be entitled.

## Chapter V - General meetings

**Art. 29. General meetings of the Company.** Powers of the General Meeting of Shareholders

Any regularly constituted meeting of the shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company if the decisions to be taken are of interest for all the shareholders. Its resolutions shall be binding upon all shareholders of the Company regardless of the class of shares held by them. It shall have the broadest power to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company. However, if the decisions are only concerning the particular rights of the shareholders of one class of shares or Sub-Fund, such decisions are to be taken by a General Meeting representing the shareholders of such class of shares or Sub-Fund.

### General Meetings

The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the second Friday of May at 3:00 p.m. If such day is not a full day on which banks are open for business in Luxembourg (a Business Day), the annual general meeting shall be held on the following Business Day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the Board of Directors, exceptional circumstances so require.

Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

### Quorum and votes

The quorum and delays required by law shall govern the notice for and conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Convening notices to general meetings of shareholders may provide that the quorum of presence at such general meeting be determined according to the shares issued and outstanding at midnight (Luxembourg time) on the fifth day prior to the general meeting (the Record Date). The rights of shareholders to attend to such general meeting and to exercise the voting rights attached to their shares shall then be determined in accordance with the shares held by the shareholders at the Record Date.

Each whole share of whatever class of shares is entitled to one vote, in compliance with Luxembourg law and these Articles of Incorporation. A shareholder may act at any meeting of shareholders by giving a proxy to another person in writing (or facsimile transmission) who needs not to be a shareholder and who may be a member of the Board of Directors.

Shareholders can vote using mail poll by fulfilling a form which shall indicate their identity and their choice concerning the vote or their abstention. Forms which do not indicate the vote or the abstention are void.

Except as otherwise required by law or as otherwise provided herein, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of expressed votes.

The Board of Directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

#### Convening notice

Shareholders will meet upon call by the Board of Directors, pursuant to article 70 of the Law of 10 August 1915.

It shall also be called upon the written request of shareholders representing at least 1/10 of the share capital. One or more shareholders representing together at least 1/10 of the subscribed share capital may require to add new items on the agenda of the general meeting. This request shall be sent at the registered office of the Company at least five Business Days before the date of the meeting by registered letter.

**Art. 30. General meetings in a sub-fund or in a class of shares.** Each amendment to these Articles of Incorporation entailing a variation of rights of a class or classes issued in respect of any Sub-Fund or of any class of shares must be approved by a resolution of the shareholders' meeting of the Company and of separate meeting(s) of the holders of shares of the relevant Sub-Fund or class(es) of shares concerned. The provisions of article 29 shall apply, mutatis mutandis, to such general meetings.

**Art. 31. Termination and amalgamation of sub-funds or classes.** The Board of Directors may decide at any time to close one or more classes and/or Sub-Funds of the Company in the following events:

- if, for any reason the net assets value of any class of shares and/or Sub-Fund has not reached, or has decreased, to a minimum amount, to be the minimum level for such class of shares and/or Sub-Fund to be operated in an economically efficient manner; or
- if the political, monetary and/or economical environment happens to change,
- if an economic rationalization is needed.

Until such time as the liquidation is closed, the Company shall continue to redeem or convert the shares of concerned class of shares and/or Sub-Fund put into liquidation, taking into account liquidation costs but without deduction of any redemption fee as stated in the Placement Memorandum.

The formation expenses of the class of shares and/or Sub-Fund will be fully amortized. Amounts unclaimed by shareholders on the closure of liquidation of the concerned class or classes and/or Sub-Fund shall be deposited with the custodian of the Company for a period not exceeding nine months from the date of closure. After such period the amounts will be deposited with the 'Caisse de Consignation' in Luxembourg.

The decision to liquidate a class of shares and/or Sub-Fund in the circumstances and in the manner described in the preceding paragraphs may also be taken at a meeting of the shareholders of the class of shares and/or Sub-Fund to be liquidated where no quorum is required and where the decision to liquidate or merge must be approved at simple majority of the shares represented at the meeting.

The Board of Directors may also, under the same circumstances as provided above, decide to close down one class of shares and/or Sub-Fund by contribution of its assets into another collective investment undertaking governed by the Law of 13 February 2007. Such merger may also be decided by the Board of Directors if the interests of all the shareholders of the relevant class of shares and/or Sub-Fund so require. Such decision will be published in the countries where the Company is registered in a newspaper and, in addition, the publication will contain information in relation to the absorbing collective investment undertaking. Such publication will be made one (1) month before the date on which the merger becomes effective (the Effective Date) in order to enable shareholders to request redemption of their shares, free of redemption fee until the Effective Date. Should all the concerned shareholders agree with the merger, the one (1) month notice will not be required. In case of contribution to another collective investment undertaking of the mutual fund type, the merger will be binding only on shareholders of the relevant class and/or Sub-Fund who have expressly agreed to the merger.

The decision to merge a class of shares and/or Sub-Fund in the circumstances and in the manner described in the preceding paragraphs may also be taken at a meeting of the shareholders of the class of shares and/or Sub-Fund to be merged where no quorum is required and where the decision to merge must be approved by simple majority of the shares represented at the meeting.

The contribution of one class of shares and/or Sub-Fund into another foreign collective investment undertaking is only possible with the unanimous consent of all the shareholders of the relevant class of shares and/or Sub-Fund or under the condition that only the shareholders who have approved the operation will be transferred and provided that the absorbing class of shares, Sub-Fund or another collective investment undertaking should have similar investment policy and investment strategy as the ones of the class of shares or Sub-Fund to be merged.

## Chapter VI – Annual accounts

**Art. 32. Financial year.** The Company's financial year shall start on the 1<sup>st</sup> January of each year and shall end on the 31<sup>st</sup> December.

The Company shall publish an annual report in accordance with the legislation in force.



**Art. 33. Distributions.** The Board of Directors shall, within the limits provided by law and these Articles of Incorporation, determine how the results of the Company and its Sub-Funds shall be disposed of, and may from time to time declare distributions of dividends in compliance with the principles set forth in the Placement Memorandum.

For any class of shares entitled to distributions, the Board of Directors may decide to pay interim dividends in compliance with the conditions set forth by law and these Articles of Incorporation.

Payments of distributions to holders of registered shares shall be made to such shareholders at the addresses set forth in the register of shares.

Distributions may be paid in such currency and at such time and place that the Board of Directors shall determine from time to time.

Any dividend distribution that has not been claimed within five (5) years of its declaration shall be forfeited and revert to the class or classes of shares issued by the Company or by the relevant Sub-Fund.

No interest shall be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

#### Chapter VII - Auditor

**Art. 34. Auditor.** The Company shall have the accounting data contained in the annual report inspected by an authorised auditor (“réviseur d’entreprises agréé”) appointed by the shareholders’ general meeting, which shall fix his remuneration. The auditor shall fulfil all duties prescribed by law.

#### Chapter VIII - Depositary

**Art. 35. Depositary.** The Company will appoint a depositary which meets the requirements of the Law of 13 February 2007.

The depositary shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the Law of 13 February 2007.

#### Chapter IX – Winding-up - Liquidation

**Art. 36. Winding-up/Liquidation.** The Company may at any time upon proposal of the Board of Directors be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements necessary for the amendment of these Articles of Incorporation.

Whenever the share capital falls below two-thirds of the minimum capital referred to in article 5 hereof, the question of the dissolution of the Company shall be referred to the general meeting by the Board of Directors. The general meeting, for which no quorum shall be required, shall decide by simple majority of the votes of the shares represented at the meeting.

The question of the dissolution of the Company shall further be referred to the general meeting whenever the share capital falls below one-fourth of the minimum capital referred to in article 5 hereof; in such an event, the general meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by shareholders holding one-fourth of the votes of the shares represented at the meeting.

The meeting must be convened so that it is held within a period of forty (40) days from ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two-thirds or one-fourth of the legal minimum, as the case may be.

Liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who may be physical persons or legal entities, appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their powers and their compensation.

Liquidation will take place in accordance with applicable Luxembourg law. The net proceeds of the liquidation will be distributed to shareholders in proportion to their rights.

At the end of the liquidation process of the Company, any amounts that have not been claimed by the shareholders will be paid into the Caisse des Consignations, which keep them available for the benefit of the relevant shareholders during the duration provided for by law. After this period, the balance will return to the State of Luxembourg.

#### Chapter X – General provisions

**Art. 37. Applicable law.** In respect of all matters not governed by these Articles of Incorporation, the parties shall refer to the provisions of the Law of 10 August 1915 and the relevant law and regulations applicable to Luxembourg undertakings for collective investment, notably the Law of 13 February 2007.

**Art. 38. Language.** The official language of the Company is English.

#### *Subscription and Payment*

The capital has been subscribed as follows:

Name of Subscriber	Number of subscribed shares of Sub-Fund Global High Yield Fund	Value
1.- Timothy Rogers . . . . .	2,500 (two thousand five hundred)	USD 25,000
2.- Ian Mc Call . . . . .	2,500 (two thousand five hundred)	USD 25,000

Upon incorporation, all shares were fully paid-up by a payment in cash of USD 50,000.- (fifty thousand US DOLLARS) as it has been justified to the undersigned Notary.

*Transitional dispositions*

The first financial year shall begin on the date of incorporation of the Company and shall end on 31 December 2013.

The first general annual meeting of shareholders shall be held on 10 May 2014. The first annual report of the Company will be dated 31 December 2013.

*Statement*

The undersigned Notary states that the conditions provided for in articles 26, 26-3 and 26-5 of the Law of 10 August 1915 have been observed.

*Extraordinary general meeting of shareholders*

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named persons, representing the entire subscribed capital and considering themselves as duly convened, have immediately proceeded to an extraordinary general meeting. Having first verified that it was regularly constituted, the meeting took the following resolutions:

*First resolution*

The registered office of the Company is established at 11, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg.

*Second resolution*

The meeting resolves to appoint as independent approved auditor (réviseur d'entreprise agréé) of the Company PriceWaterhouseCoopers, with registered office at 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 65477. The auditor shall remain in office until the close of the first annual general meeting of the Company.

*Third resolution*

The meeting further resolves to appoint the following directors for a period of six (6) years ending at the annual general meeting of 2018:

- (i) Ian McCall, chairman, born in Regina, Canada on 20 August 1966, professionally residing at 5, Cours des Bastions, CH-1205 Geneva, Switzerland;
- (ii) Timothy Rogers, director, born in Calgary, Canada on 1 November 1966, professionally residing at 5, Cours des Bastions, CH-1205 Geneva, Switzerland; and
- (iii) André Schmit, director, born in Ettelbruck, Luxembourg on 13 December 1951, professionally residing at 11, rue Aldringen, L-2960 Luxembourg.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned Notary who understands and speaks English states herewith that upon request of the above-appearing persons, the present deed is worded in English.

The document having been read to the appearing person, known to the Notary, the said person signed together with the Notary the present deed.

Signé: A. SIEBENALER et C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 10 août 2012. Relation: LAC/2012/38425. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 août 2012.

Référence de publication: 2012106233/677.

(120144805) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2012.

**Quadrant S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**

Siège social: L-5367 Schuttrange, 64, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 134.969.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Schuttrange, le 30 juillet 2012.

Référence de publication: 2012096153/10.

(120133103) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2012.

**PT Romania S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.400,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 43, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 92.977.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 7 mai 2012.

Référence de publication: 2012096152/10.

(120133294) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2012.

**Provelux S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-5819 Alzingen, 6, rue de l'Eglise.  
R.C.S. Luxembourg B 110.596.

Le Bilan au 31 décembre 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2012096151/10.

(120133273) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2012.

**Kneip Communication S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.  
R.C.S. Luxembourg B 45.747.

Société constituée suivant acte de Maître Frank Baden, notaire, Luxembourg le 12 novembre 1993 publié au Mémorial  
Recueil Spécial C n° 33 du 27 janvier 1994.

*Assemblée générale annuelle des actionnaires tenue au siège social le 06/03/2012 à 10 heures*

*Réviseur d'Entreprise*

Selon une résolution adoptée par l'Assemblée, le mandat du Réviseur d'Entreprise est renouvelé pour la durée d'un an et prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Statutaire qui se tiendra en 2013.

Réviseur d'Entreprise: Ernst & Young, Société Anonyme, 7, Parc d'Activité Syrdall, L-5365 Munsbach.

*Conseil d'Administration*

Suite à l'assemblée générale annuelle du 06/03/2012, le Conseil d'Administration est composé de:

Madame Marie-Jeanne Chèvremont-Lorenzini, Président de Société, demeurant 5, Impasse de la Censière, F-57100 Thionville, France;

Monsieur Robert Kneip, Directeur de Société, demeurant 25, rue Arthur Herchen, L-1727 Luxembourg, Administrateur-Directeur;

Madame Diane Muller-Kneip, Administrateur de Société, demeurant 18, rue Emile Mayrisch, L-4240 Esch-sur-Alzette, Administrateur;

Monsieur André Prüm, Administrateur de Société, demeurant 17 Bridelsknupp L-8135 Bridel, Administrateur;

Leurs mandats prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2013.

Référence de publication: 2012095907/24.

(120131859) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2012.

**Provelux S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-5819 Alzingen, 6, rue de l'Eglise.  
R.C.S. Luxembourg B 110.596.

Le Bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2012096150/10.

(120133272) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2012.

**Qube Solutions Group, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4391 Pontpierre, 81, rue de Luxembourg.  
R.C.S. Luxembourg B 158.575.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour QUBE SOLUTIONS GROUPE S.à.r.l.*

Référence de publication: 2012096162/10.

(120132319) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2012.

---

**Ray Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 41, avenue de la Liberté.  
R.C.S. Luxembourg B 104.766.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 27 juillet 2012.

Référence de publication: 2012096173/10.

(120132236) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2012.

---

**Highgrove Property S. à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2320 Luxembourg, 21, boulevard de la Pétrusse.  
R.C.S. Luxembourg B 94.931.

—  
EXTRAIT

L'assemblée générale extraordinaire du 14 juin 2012 a approuvé la cession des 50 parts sociales faite sous seing privé par M. Nicholas C. LEVENTIS à

M. Haralambos K. LEVENTIS, demeurant à The Mill House, Turweston near Brackley, Northants, NN13 8JX, Grande-Bretagne.

Suite à cette cession, la nouvelle répartition du capital social souscrit sera désormais la suivante:

1. M. Christodoulos R. LEVENTIS, demeurant à West Africa House, Hanger Lane, Ealing, W5 3QR, London, Grande-Bretagne

Cinquante (50) parts sociales

2. M. Haralambos K. LEVENTIS, demeurant à The Mill House, Turweston near Brackley, Northants, NN13 8JX, Grande-Bretagne

Cinquante (50) parts sociales.

*Pour HIGHGROVE PROPERTY S.à r.l.*

Société à responsabilité limitée

SOFINEX S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2012095808/24.

(120132012) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2012.

---

**RCAF Juice S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 151.191.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MAZARS ATO

Référence de publication: 2012096178/10.

(120132436) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2012.

---

**Montinvest International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1628 Luxembourg, 7A, rue des Glacis.  
R.C.S. Luxembourg B 79.761.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012096033/10.

(120132619) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2012.

---

**Luxdeftec S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8440 Steinfort, 38, route de Luxembourg.  
R.C.S. Luxembourg B 110.692.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 juillet 2012.

Maître Léonie GRETHEN

*Notaire*

Référence de publication: 2012095973/12.

(120133058) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2012.

---

**JPMorgan Private Bank Funds I, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.  
R.C.S. Luxembourg B 114.378.

*Extrait des Décisions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 juillet 2012*

Composition du Conseil d'Administration:

Il a été décidé de réélire Monsieur Jacques Elvinger, Monsieur Benoit Dumont, Monsieur Alain Feis et Monsieur Jean Fuchs en date du 27 juillet 2012, en tant qu'Administrateurs de la Société jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires qui statuera sur l'année comptable se terminant le 31 mars 2013.

Au 27 juillet 2012, le Conseil d'Administration se compose comme suit:

- M. Jacques Elvinger (Président du Conseil d'Administration)
- M. Benoit Dumont
- M. Alain Feis
- M. Jean Fuchs

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 juillet 2012.

JP Morgan Private Bank Funds I

Au nom et pour le compte de JP Morgan Asset Management (Europe) S.à r.l.

*Agent domiciliaire*

Référence de publication: 2012095873/22.

(120131971) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2012.

---

**Simran Mediatech S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1330 Luxembourg, 34A, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.  
R.C.S. Luxembourg B 119.591.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 juillet 2012.

Référence de publication: 2012096203/10.

(120133209) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2012.

---

**Société Générale Private Wealth Management S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 16, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 60.963.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012096206/10.

(120132565) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2012.

---

**Shaftesbury Corporate Management Services (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 23, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.  
R.C.S. Luxembourg B 133.375.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Shaftesbury Corporate Management Services (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2012096201/10.

(120132722) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2012.

---

**Schroder Property Services B.V., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 20.000,00.**

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, rue Heienhaff.  
R.C.S. Luxembourg B 148.424.

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012096199/10.

(120132777) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2012.

---

**NDT Operations Germany S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.  
R.C.S. Luxembourg B 166.113.

En date du 4 juillet 2012, l'associé unique Mario Lemme, avec adresse au 6-2 Str. Pudovkina, Moscou, Russie a cédé la totalité de ses 12 500 parts sociales à NDT European Holdings S.à r.l., avec siège social au 5, Rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg qui les acquiert.

En conséquence, NDT European Holdings S.à r.l. devient l'associé unique avec ses 12 500 parts sociales.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 juillet 2012.

Référence de publication: 2012096053/14.

(120131946) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2012.

---

**Sigla Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1445 Strassen, 1A, rue Thomas Edison.  
R.C.S. Luxembourg B 105.983.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 juillet 2012.

Référence de publication: 2012096249/10.

(120133295) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2012.

---

**Sterling Testing S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 185.645,64.**

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faiencerie.  
R.C.S. Luxembourg B 158.005.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Un mandataire*

Référence de publication: 2012096211/10.

(120132686) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2012.

---

**Summit Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 60, avenue de la Liberté.  
R.C.S. Luxembourg B 115.922.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Summit Luxco S.à r.l.

Référence de publication: 2012096213/10.

(120132760) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2012.

---

**Sator Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 143.445.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012096228/10.

(120132073) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2012.

---

**Le Lac S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.  
R.C.S. Luxembourg B 162.161.

**EXTRAIT**

En date du 27 juillet 2012, l'actionnaire unique a pris les résolutions suivantes:

- La démission d'Elisabeth Maas, en tant qu'administrateur de la société, est acceptée avec effet immédiat.
- Freddy de Petter, avec adresse professionnelle au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, est nommé administrateur de la société avec effet immédiat et ce jusqu'à l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en 2017.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 27 juillet 2012.

Référence de publication: 2012095917/14.

(120132002) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2012.

---

**Sile River S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 22, avenue de la Liberté.  
R.C.S. Luxembourg B 36.343.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012096250/10.

(120132144) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2012.

---

**SIPF II B S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 13.200,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 142.050.

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012096252/10.

(120132776) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2012.

---

**Sirio Holding Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**

Siège social: L-1260 Luxembourg, 92, rue de Bonnevoie.

R.C.S. Luxembourg B 139.195.

Le bilan approuvé au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 juillet 2012.

Référence de publication: 2012096253/10.

(120132875) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2012.

---

**JPMorgan European Property Holding Luxembourg 5 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 106.901.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n°64663 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012095872/10.

(120133051) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2012.

---

**Silverent S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1661 Luxembourg, 31, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 162.228.

*Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 27 juillet 2012*

L'Assemblée a nommé un nouvel Administrateur en remplacement de Monsieur Didier GIRARD.

L'Assemblée a nommé:

Madame Ann VAN WAUWE, ayant son adresse professionnelle au 31, Grand-Rue L-1661 Luxembourg, aux fonctions d'Administrateur jusqu'à l'Assemblée statuant sur les comptes arrêtés aux 31 décembre 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

AGIF S.A.

Référence de publication: 2012096251/14.

(120131986) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2012.

---

**SUN, Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 162.477.

Les comptes annuels pour la période du 19 juillet 2011 (date de constitution) au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.



Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 26 juillet 2012.

Référence de publication: 2012096279/11.

(120133292) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2012.

---

**Stardust Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1249 Luxembourg, 15, rue du Fort Bourbon.

R.C.S. Luxembourg B 142.807.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

*Un Mandataire*

Référence de publication: 2012096271/11.

(120132398) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2012.

---

**Staminvest S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons Malades.

R.C.S. Luxembourg B 111.462.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 juillet 2012.

SG AUDIT SARL

Référence de publication: 2012096270/11.

(120132811) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2012.

---

**Lesing EL GYM S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 157.695.

---

En date du 13 juillet 2012:

- l'associé BUGNON INVESTMENTS Limited, avec siège social au 1, Wickhams Cay, bâtiment OMC Chambers, Road Town, Tortola, Iles Vierges britanniques, a cédé la totalité de ses 400 parts sociales à LESING NOMINEES LIMITED, avec siège social au Le Truchot, bâtiment Sarnia House, GY1 4NA St Peter Port, Guemesey, qui les acquiert;

- l'associé Thomas Cale Matthews, avec adresse au 163, Broomwood Road, SW 11 6JX Londres, Royaume-Uni, a cédé la totalité de ses 600 parts sociales à LESING NOMINEES LIMITED, précité, qui les acquiert;

- l'associé Philip Newborough, avec adresse au Craven Hill, W2 3EN Londres, Royaume-Uni, a cédé la totalité de ses 50 parts sociales à LESING NOMINEES LIMITED, précité, qui les acquiert;

- l'associé Graham Thomas, avec adresse au 33, Chiddingstone Street, SW6 3 TQ Londres, Royaume-Uni, a cédé la totalité de ses 23 parts sociales à LESING NOMINEES LIMITED, précité, qui les acquiert;

En conséquence, LESING NOMINEES LIMITED est associé unique avec 10.000 parts sociales.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 juillet 2012.

Référence de publication: 2012095949/21.

(120131947) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2012.

---

**REComm Sarl, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1445 Strassen, 1A, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 157.537.

---

Les comptes annuels pour la période du 17 décembre 2010 (date de constitution) au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 27 juillet 2012.

Référence de publication: 2012096181/11.

(120132373) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2012.

---

**REComm Sarl Berlin IS91 SCS, Société en Commandite simple.**

**Capital social: EUR 10.000,00.**

Siège social: L-1445 Strassen, 1A, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 157.647.

---

Les comptes annuels pour la période du 20 décembre 2010 (date de constitution) au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 26 juillet 2012.

Référence de publication: 2012096182/11.

(120132372) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2012.

---

**REComm Sarl Mainz IFA3 SCS, Société en Commandite simple.**

**Capital social: EUR 10.000,00.**

Siège social: L-1445 Strassen, 1A, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 158.855.

---

Les comptes annuels pour la période du 9 février 2011 (date de constitution) au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 26 juillet 2012.

Référence de publication: 2012096183/11.

(120133132) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2012.

---

**QubicaAMF Worldwide S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1420 Luxembourg, 7, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 108.906.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour QubicaAMF Worldwide S.à r.l.*

United International Management S.A.

Référence de publication: 2012096154/11.

(120133059) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2012.

---

**JPMorgan European Property Holding Luxembourg 2 S. à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 110.156.

---

Les statuts coordonnés suivant l'acte n°64662 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012095871/10.

(120133041) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2012.

---

**Saturn Real S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue John F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 121.001.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 juillet 2012.

SANNE GROUP (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2012096197/11.

(120132835) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2012.

---

**Prophalux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3895 Foetz, 6, rue de l'Industrie.

R.C.S. Luxembourg B 31.113.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A Luxembourg, le 30 juillet 2012.

*Pour Prophalux S.à r.l.*

Référence de publication: 2012096148/11.

(120132998) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2012.

---

**Richet S.A. Gestion Immobilière, Société Anonyme.**

Siège social: L-8399 Windhof (Koerich), 9, rue des Trois Cantons.

R.C.S. Luxembourg B 63.513.

---

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés, dans leur version abrégée, au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg conformément à l'art. 79(1) de la loi du 19/12/2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012096189/11.

(120132229) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2012.

---

**Procentra, Société Anonyme.**

Siège social: L-4210 Esch-sur-Alzette, 69, rue de la Libération.

R.C.S. Luxembourg B 100.602.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société*

Signature

Référence de publication: 2012096147/11.

(120132714) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2012.

---

**SR Portfolio Holding (C) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 88.926.

---

Les comptes annuels au 30 septembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012096269/10.

(120132652) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2012.

---

**Strauss Holdings Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 164.355.

---

Les comptes annuels pour la période du 18 octobre 2011 (date de constitution) au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 12 juillet 2012.

Référence de publication: 2012096212/11.

(120132377) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2012.

---

**Savox International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1273 Luxembourg, 2, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 142.649.

---

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société*

*Un administrateur*

Référence de publication: 2012096229/11.

(120133046) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2012.

---

**Société Immobilière Steinfort, Société Anonyme.**

Siège social: L-8399 Windhof (Koerich), 9, rue des Trois Cantons.

R.C.S. Luxembourg B 68.743.

---

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés, dans leur version abrégée, au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg conformément à l'art. 79(1) de la loi du 19/12/2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Mandataire*

Référence de publication: 2012096207/11.

(120132228) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2012.

---

**Sogeti PSF, Société Anonyme.**

Siège social: L-8080 Bertrange, 36, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 110.039.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Wim TYTGAT

*CFO*

Référence de publication: 2012096259/11.

(120133386) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2012.

---

**Talbo S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**

Siège social: L-5367 Schuttrange, 64, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 134.966.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Schuttrange, le 30 juillet 2012.

Référence de publication: 2012096290/10.

(120133106) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2012.

---

**Talbo S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**

Siège social: L-5367 Schuttrange, 64, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 134.966.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Schuttrange, le 30 juillet 2012.

Référence de publication: 2012096289/10.

(120133105) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2012.

---

**Twist Beauty Holdings S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 162.078.

---

Les comptes annuels pour la période du 24 juin 2011 (date de constitution) au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 7 mai 2012.

Référence de publication: 2012096297/11.

(120132385) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2012.

---

**Tecto Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1258 Luxembourg, 6, rue Jean-Pierre Brasseur.

R.C.S. Luxembourg B 35.567.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2012096301/11.

(120132973) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2012.

---

**Twist Beauty S.à r.l. & Partners S.C.A., Société en Commandite par Actions.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 161.913.

---

Les comptes annuels pour la période du 22 juin 2011 (date de constitution) au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 19 juillet 2012.

Référence de publication: 2012096298/11.

(120133131) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2012.

---

**Transfinco S.A.H., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 8.817.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour TRANSFINCO S.A.H.*

*Intertrust (Luxembourg) S.A.*

Référence de publication: 2012096314/11.

(120132749) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2012.

---

**Tuyauterie Développement Exploitation S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**

Siège social: L-4391 Pontpierre, 73, rue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 145.653.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour TUYAUTERIE DEVELOPPEMENT EXPLOITATION S.à r.l.

Référence de publication: 2012096320/10.

(120132327) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2012.

**Transports MARION-KIPPER Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5751 Frisange, 40A, rue Robert Schuman.

R.C.S. Luxembourg B 138.493.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Transports MARION-KIPPER SARL

Référence de publication: 2012096294/10.

(120132326) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2012.

**The River S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 133.580.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 juillet 2012.

SANNE GROUP (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2012096292/11.

(120132837) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2012.

**CICE, Compagnie Internationale de Conseil Economique, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1946 Luxembourg, 9-11, rue Louvigny.

R.C.S. Luxembourg B 170.313.

STATUTS

L'an deux mille douze, le vingt-neuf juin.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

ONT COMPARU:

1.- Monsieur Marc de la BRASSINNE, gérant, né le 29 octobre 1953 à Saint-Hubert (B) demeurant au 9-11, rue Louvigny à L-1946 Luxembourg, et 2.- Monsieur Stéphane JUGNON, employé privé, né le 09 juillet 1984 à Lille (F) demeurant au 59, rue Charlemagne F-59100 Roubaix,

ici représentés par Monsieur Jean-Luc JOURDAN, directeur de société, né le 12 juillet 1959 à Saint-Mard, adresse professionnelle 32, avenue Monterey L-2163 Luxembourg, en vertu de deux (2) procurations lui délivrées lesquelles après avoir été signées "ne varietur" par le mandataire des comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées aux présentes.

Lesquels comparants ont, par leur mandataire, requis le notaire instrumentaire de documenter comme suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils constituent entre eux:

**Titre I<sup>er</sup> . - Objet - Raison sociale - Durée**

**Art. 1<sup>er</sup> .** Il est formé par la présente une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives, ainsi que par les présents statuts.

**Art. 2.** La société à responsabilité limitée prend la dénomination de "COMPAGNIE INTERNATIONALE DE CONSEIL ECONOMIQUE" en abrégé "CICE".

**Art. 3.** La société a pour objet tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, le conseil économique et toutes prestations de services annexes ou complémentaires, se rattachant directement à la profession de conseil économique.

La société a en outre pour objet d'effectuer toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat

et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets.

Elle pourra emprunter sous quelque forme que ce soit.

Elle pourra, dans les limites fixées par la loi du 10 août 1915, accorder à toute société du groupe ou à tout actionnaire tous concours, prêts, avances ou garanties.

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui le favorisent.

**Art. 4.** Le siège social est établi dans la Ville de Luxembourg.

Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision des associés.

**Art. 5.** La durée de la société est illimitée.

### **Titre II.- Capital social - Parts sociales**

**Art. 6.** Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR), représenté par cent vingt-cinq (125) parts sociales de cent euros (100,- EUR) chacune.

Le capital social pourra, à tout moment, être augmenté ou diminué dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi concernant les sociétés commerciales.

**Art. 7.** Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. S'il y a plusieurs propriétaires d'une part sociale, la société a le droit de suspendre l'exercice des droits afférents, jusqu'à ce qu'une seule personne soit désignée comme étant à son égard, propriétaire de la part sociale. Il en sera de même en cas de conflit opposant l'usufruitier et le nu-propriétaire ou un débiteur et un créancier-gagiste.

Toutefois, les droits de vote attachés aux parts sociales grevées d'usufruit sont exercés par le seul usufruitier.

**Art. 8.** Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social. Entre associés toutefois, les parts sociales sont librement cessibles.

Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément des propriétaires de parts sociales représentant les trois quarts des droits appartenant aux survivants.

La valeur de rachat des parts est calculée conformément aux dispositions des alinéas 6 et 7 de l'article 189 de la loi sur les sociétés commerciales.

Le non-exercice du droit de préemption entraîne de plein droit agrément de la proposition de cession initiale.

**Art. 9.** Le décès, l'interdiction, l'incapacité, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.

Les créanciers, ayants-droit ou héritiers d'un associé ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans les derniers bilan et inventaire de la société.

### **Titre III. - Administration et gérance**

**Art. 10.** La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables à tout moment par l'assemblée générale qui fixe leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

**Art. 11.** Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

**Art. 12.** Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux statuts doivent réunir la majorité des associés représentant les trois quarts (3/4) du capital social.

**Art. 13.** Lorsque la société ne comporte qu'un seul associé, les pouvoirs attribués par la loi ou les statuts à l'assemblée générale sont exercés par l'associé unique.

Les décisions prises par l'associé unique, en vertu de ces pouvoirs, sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit.

De même, les contrats conclus entre l'associé unique et la société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établies par écrit.

Cette disposition n'est pas applicable aux opérations courantes conclues dans des conditions normales.

**Art. 14.** Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

**Art. 15.** Chaque année, le trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société.

**Art. 16.** Tout associé peut prendre au siège social de la société communication de l'inventaire et du bilan.

**Art. 17.** Les produits de la société constatés dans l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution du fonds de réserve légale jusqu'à ce que celui-ci ait atteint dix pour cent du capital social.

Une partie du bénéfice disponible pourra être attribuée à titre de gratification aux gérants par décision des associés.

**Art. 18.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

#### **Titre IV.- Dissolution - Liquidation**

**Art. 19.** Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui en fixeront les pouvoirs et les émoluments.

#### **Titre V.- Dispositions générales**

**Art. 20.** Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales.

##### *Disposition transitoire*

Par dérogation, le premier exercice commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2012.

##### *Libération de parts sociales*

Les statuts ainsi arrêtés, les comparants ont souscrites les parts sociales comme suit:

1.- Monsieur Marc de la BRASSINNE, préqualifié, cent vingts parts sociales . . . . .	120
2.- Monsieur Stéphane JUGNON, préqualifié, cinq parts sociales . . . . .	5
Total: cent vingt-cinq parts sociales . . . . .	125

Toutes les parts sociales ont été libérées intégralement en numéraire de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

##### *Frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge, à raison de sa constitution, est évalué à environ neuf cent cinquante euros.

##### *Assemblée générale extraordinaire*

Et aussitôt, les associés, représentant l'intégralité du capital social, et se considérant comme dûment convoqués, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et ont pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

1.- L'adresse du siège social est établie à L-1946 Luxembourg, 9-11, rue Louvigny.

2.- L'assemblée désigne comme gérant unique de la société pour une durée indéterminée:

Monsieur Marc de la BRASSINNE, gérant, né le 29 octobre 1953 à Saint-Hubert (B) demeurant au 9-11, rue Louvigny à L-1946 Luxembourg.

3.- Le gérant unique dispose de tous pouvoirs d'engager et de représenter la société par sa seule signature.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparants, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Jean-Luc JOURDAN, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 6 juillet 2012. Relation GRE/2012/2426. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

*Le Receveur ff. (signé): Ronny PETER.*

Pour copie conforme délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 25 juillet 2012.

Référence de publication: 2012092400/128.

(120129085) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2012.